

Member countries of the Commonwealth

ANA MAG

AFRICA NEWS AGENCY

Sierra Leone

Nigeria

Cameroon

Ghana

Rwanda

CHOGM 2022

L'AFRIQUE ET LE COMMONWEALTH, NOUVELLE DONE, NOUVEAU DEAL

Zambia

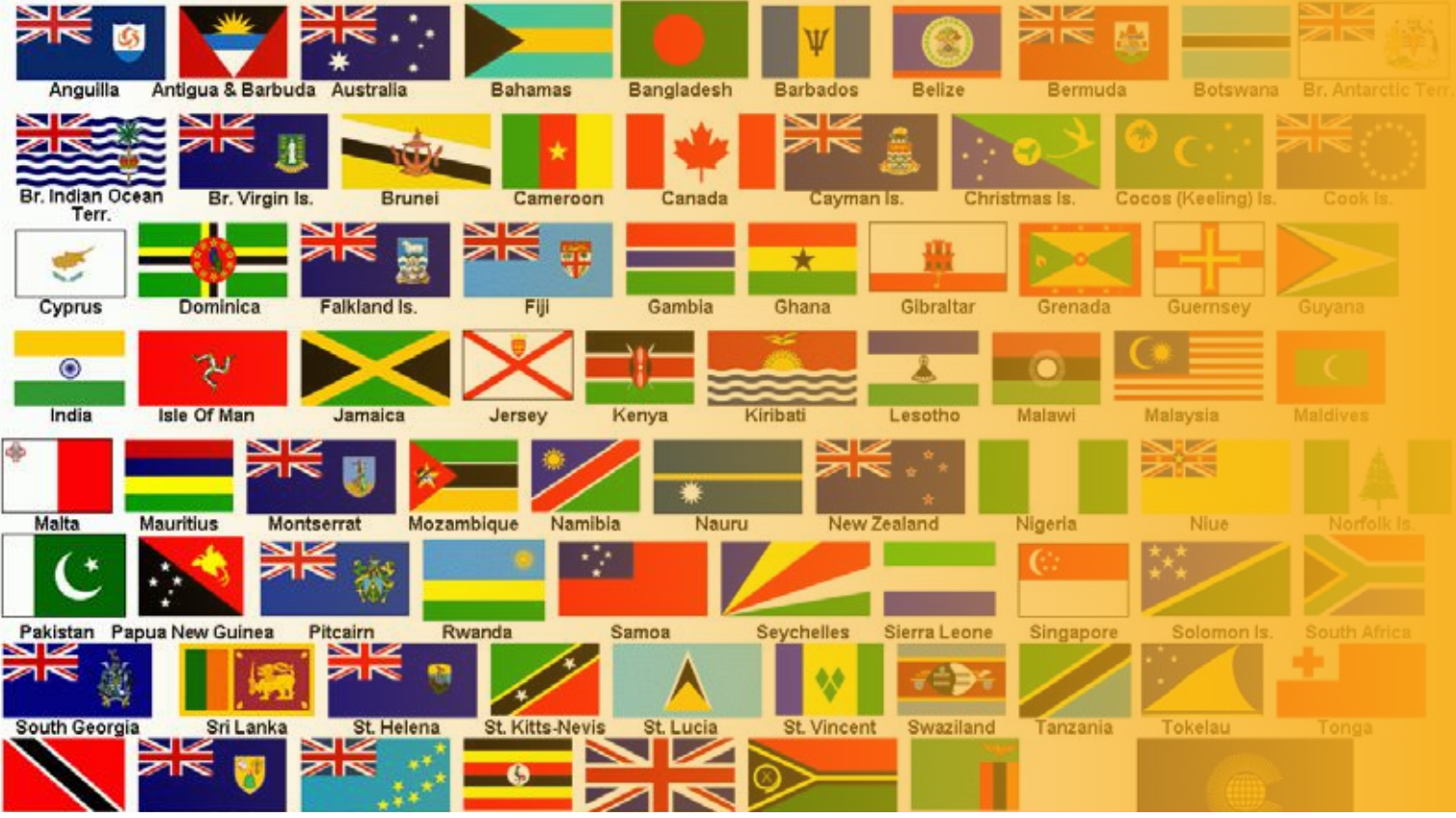
Botswana

CHOGM 2022

AFRICA AND THE COMMONWEALTH, NEW DONE, NEW DEAL

South Africa

FLAGS OF THE COMMONWEALTH OF NATIONS





CO-PRODUCTION



ART AND CREATIVITY 4 CHANGE

JUNE 30TH ▶ JULY 03RD 2022

SUMMIT & FESTIVAL KIGALI RWANDA CREATIVE AFRICAS

MEETINGS B2B - MASTER CLASS - LAB EXPERIENCE
GAMING - ART EXHIBITION - MARKET VILLAGE
FASHION SHOW - GALA - LIVE CONCERTS - DJ SETS



@LE.MOCABYCCA @AFRICAINCOLORS





Dossier réalisé par
**Africa News Agency en
 collaboration avec Digital
 Africa**

Responsable éditorial :

Dounia Ben Mohamed

Coordinateur de la
 rédaction :

Sonia Uwimana

Traducteur :

Samir Ben Romdhane

Maquette :

Papa Balla Fall

Crédit photo couverture :

Digital Africa

Special Issue produced
 by

**Africa News Agency in
 collaboration with Digital
 Africa**

Editorial manager:

Dounia Ben Mohamed

Editorial coordination:

Sonia Uwimana

Translator:

Samir Ben Romdhane

Layout :

Papa Balla Fall

Cover photo credit:

SOMMAIRE

Analyse

Le Commonwealth et
 l'Afrique... une nouvelle
 Par Dounia Ben Mohamed
P 4-9

Interview

Omar Daair
 « Le Commonwealth
 devient de plus en plus
 important et le CHOGM
 2022 va le démontrer
 ».....P 16-19

Rwanda et le
 Commonwealth.....P 20

Tribune

Muhammadu Buhari
 « Nous pouvons faire
 du Commonwealth
 une véritable puissance
 mondiale ».....P 24-26

Focus

CHOGM 2022 en 10 points
P 32-41

Etude

Royaume-Uni post-Brexit :
 (re)connecter avec l'Afrique,
 Morgan PhilipsP 52-53

Commerce

Secrétaire général du
 Commonwealth : "Un
 immense potentiel" pour
 accroître le commerce intra-
 Commonwealth"P 56

SUMMARY

Analysis

The Commonwealth and
 Africa... a new chapter begins
 By Dounia Ben
 Mohamed.....P 10-15

Interview

Omar Daair
 "The Commonwealth is
 becoming increasingly
 important and CHOGM 2022
 will prove it"P 20-23

Rwanda and The
 Commonwealth.....P 24

Tribune

Muhammadu Buhari "We can
 make the Commonwealth a
 real global power.....P 28-30

Focus

CHOGM 2022 in 10
 points.....P 42-51

Study

UK post-Brexit : (re)connecting
 with Africa, Morgan Philips
P 54-55

Trade

Commonwealth Secretary-
 General : "Immense potential'
 to grow intra-Commonwealth
 trade"P 58

Le Commonwealth et l'Afrique... une nouvelle page s'écrit

Par Dounia Ben Mohamed



Avec 19 pays membres, l'Afrique domine désormais le Commonwealth- crédit photo Commonwealth- DR

Initialement prévu en 2020, puis l'été dernier mais à nouveau reportée pour cause de pandémie Covid 19, la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, également connue sous le nom de CHOGM se tiendra finalement à Kigali, du 20 au 26 juin prochain. Organisée traditionnellement tous les deux ans, cette grande messe réunit les 54 pays qui composent le Commonwealth, dont 19 africains, d'anciennes colonies pour la plupart, ainsi que de nouveaux membres parmi lesquels le Rwanda, dernier venu de l'organisation et hôte de la manifestation qui ne s'était pas tenue en Afrique depuis l'Ouganda, il y a une dizaine d'année. Analyse

Un évènement qui se tient dans un contexte particulier pour la couronne comme pour l'Afrique. L'impact encore lourd sur le tissu socio-économique africain de la pandémie Covid 19, la crise alimentaire latente provoquée par la guerre en Ukraine, mais également cette nouvelle ère post-Brexit dans laquelle les britanniques tentent de se redéfinir et de s'ouvrir à de nouveaux marchés. Le Royaume-Uni a en effet quitté l'Union européenne en 2020 et œuvre depuis à redéfinir son positionnement dans le monde. En Afrique en particulier. Si les relations bilatérales ont déjà

été revues avec des pays stratégiques du continent, le Nigeria entre autres, le RDV de juin servira ainsi à renouer avec un continent dont la relation est certes ancienne mais tend à se réécrire (Lire Focus CHOGM 2022 en 10 points).

« Le Commonwealth devient de plus en plus important et le CHOGM le démontrera »

Et pour se distinguer des puissances influentes sur le continent, à commencer par la Chine, l'ancienne alliée l'Union européenne, mais également les États-Unis, la Turquie, le Japon, ou encore la Russie dont la présence s'affirme, la Royaume-Uni entend s'appuyer sur une de ses pièces maîtresses, le Commonwealth. L'organisation, née à la première moitié du 20e siècle des vestiges de l'Empire britannique et afin maintenir des relations privilégiées avec ses anciennes colonies, entend se moderniser et, en Afrique comme sur la scène internationale, retrouver son influence (Lire l'interview d'Omar Daair, Haut-Commissaire britannique au Rwanda).



**« LA GRANDE-BRETAGNE
A TOUT CE QU'IL FAUT POUR
DEVENIR LE «PARTENAIRE
DE CHOIX ÉVIDENT» DE
L'AFRIQUE »**

de 4,4 milliards d'euros pour soutenir les économies africaines et une nouvelle approche « décomplexée » de l'aide au développement. « Je n'ai pas honte de dire que nos programmes d'aide doivent aussi être bénéfiques au Royaume-Uni. [Ils doivent] non seulement combattre l'extrême pauvreté, mais aussi soutenir nos propres intérêts nationaux. » C'est dans ce sens que le Royaume-Uni signait l'année précédente un nouveau « partenariat stratégique » avec l'Union africaine (UA), lequel vise à renforcer la coopération avec les pays africains.

« La Grande-Bretagne a tout ce qu'il faut pour devenir le «partenaire de choix évident» de l'Afrique »

C'est en effet l'idée. Renforcer les relations économiques entre les pays membres, avec l'Afrique en particulier. Le continent, avec 19 pays membres, domine l'organisation. Déjà, en 2018, Thérèse May, lors de sa tournée en Afrique _ au Kenya, en Afrique du Sud et au Nigéria_, la première visite d'un premier ministre britannique en Afrique depuis cinq ans, annonçait alors la couleur : à savoir faire de la Grande-Bretagne le premier investisseur en Afrique parmi les pays du G20. « Alors que le Royaume-Uni se prépare à quitter l'Union Européenne, nous sommes déterminés à assurer une transition souple qui garantit la continuité de nos relations commerciales. » Une déclaration assortie de l'annonce d'un plan d'investissement

Boris Johnson à son tour déclarera que la Grande-Bretagne a tout ce qu'il faut pour devenir le «partenaire de choix évident» de l'Afrique pour faire des affaires après le Brexit. Une conférence, tenue en janvier 2020, UK-Africa Investment Summit, à Londres, en marquera la première étape. Présidée par Boris Johnson et co-organisé avec le Département du développement international (DfID), elle aura réuni une vingtaine de pays du continent, représentants du public comme du privé venus promouvoir les opportunités d'investissement en Afrique. Alors que les échanges entre l'Afrique et le Royaume-Uni sont peu développés, à peine 3% des exportations et des importations britanniques dont plus de 50% avec deux pays, l'île Maurice et l'Afrique du Sud. Ceci dit en marge du sommet, des accords commerciaux d'un montant de 6,5 milliards de livres sterling (8,2 milliards de dollars au taux de change actuel) ont été signés par des entreprises britanniques.



Le virage a été amorcé en 2020 à l'occasion du sommet UK-Africa, à Londres destiné à promouvoir les opportunités d'investissement en Afrique- Crédit photo- gov.uk

« Une voix de plus pour l’Afrique pour défendre ses intérêts sur la scène internationale »

Côté africain également, le Commonwealth suscite un regain d’intérêt. Si les membres historiques sont d’anciennes colonies, de nouveaux pays rejoignent l’organisation au cours des dernières décennies, premier pays admis qui n’a jamais fait partie de l’Empire britannique ou qui n’a jamais été sous le contrôle d’un membre le Mozambique, en 1995 ; le Rwanda, alors en rupture diplomatique avec la France et la francophonie, en 2009, tandis que d’autres_ le Togo, l’Algérie, Madagascar, le Soudan ou encore le Yémen_ ont manifesté leur intention de leur emboîter le pas.

Si pour certains, rejoindre le Commonwealth ne signifie pas quitter la Francophonie, _ organisation qui regroupe un grand nombre de nations francophones et compte 28 pays africains pour rappel_ elle répond avant tout à des intérêts économiques, accroître leurs relations commerciales avec le monde anglophone, mais également diplomatique. Rejoindre le Commonwealth s’est également une voix de plus pour l’Afrique pour défendre ses intérêts sur la scène internationale alors qu’elle s’est déjà manifestée dans ce sens, elle a par exemple soutenue les intérêts de l’Afrique au sein de l’UE et plus particulièrement dans le secteur de l’agriculture.

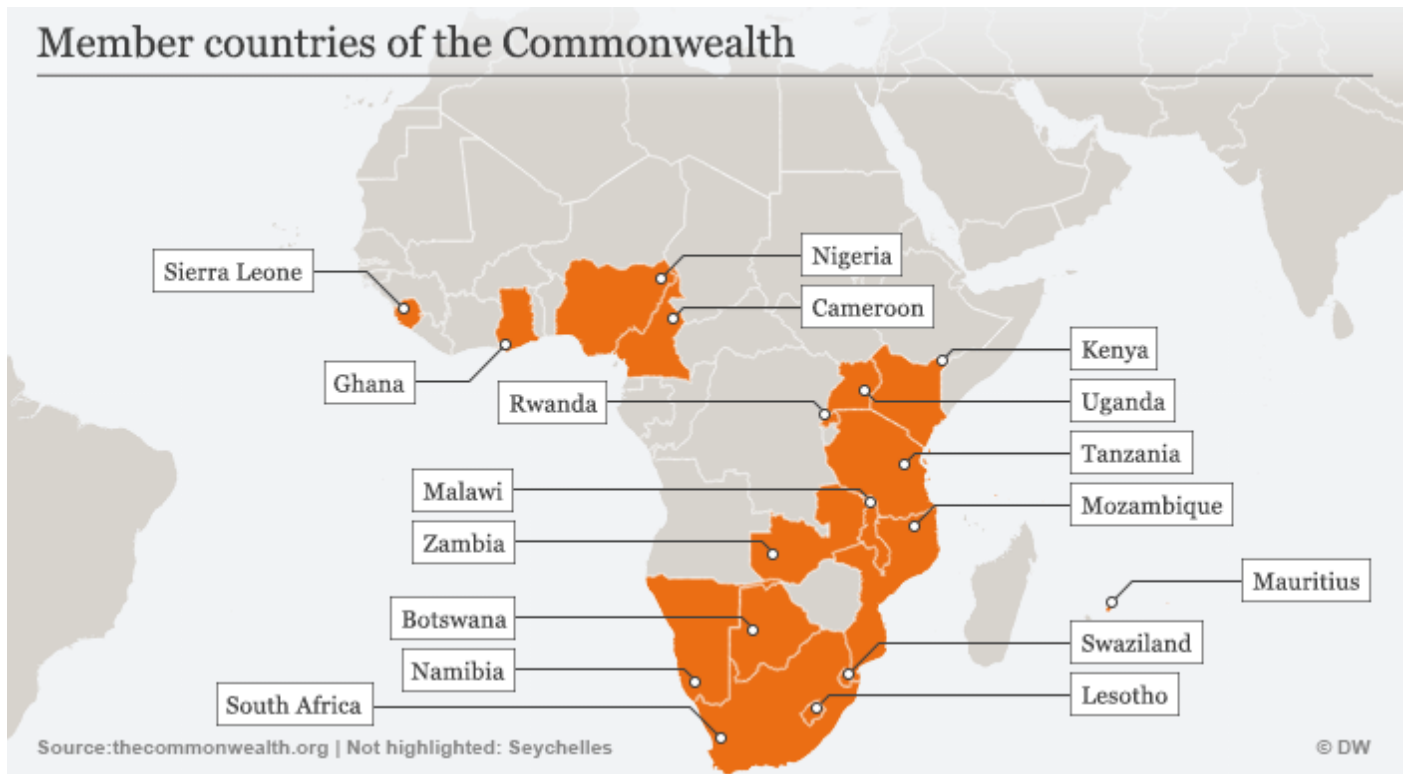
« Les coûts bilatéraux pour les partenaires commerciaux des pays du Commonwealth sont en moyenne 19 % moins élevés qu’entre ceux des pays non membres »

Surtout, rejoindre la Communauté de la Couronne serait rentable. Avec un PIB combiné des pays du Commonwealth s’élevant à 13,1 milliards de dollars en 2021 qui devrait atteindre 19,5 milliards de dollars en 2027, soit un quasi-doublement en dix ans par rapport aux 10,4 milliards de dollars de 2017 ; les coûts bilatéraux

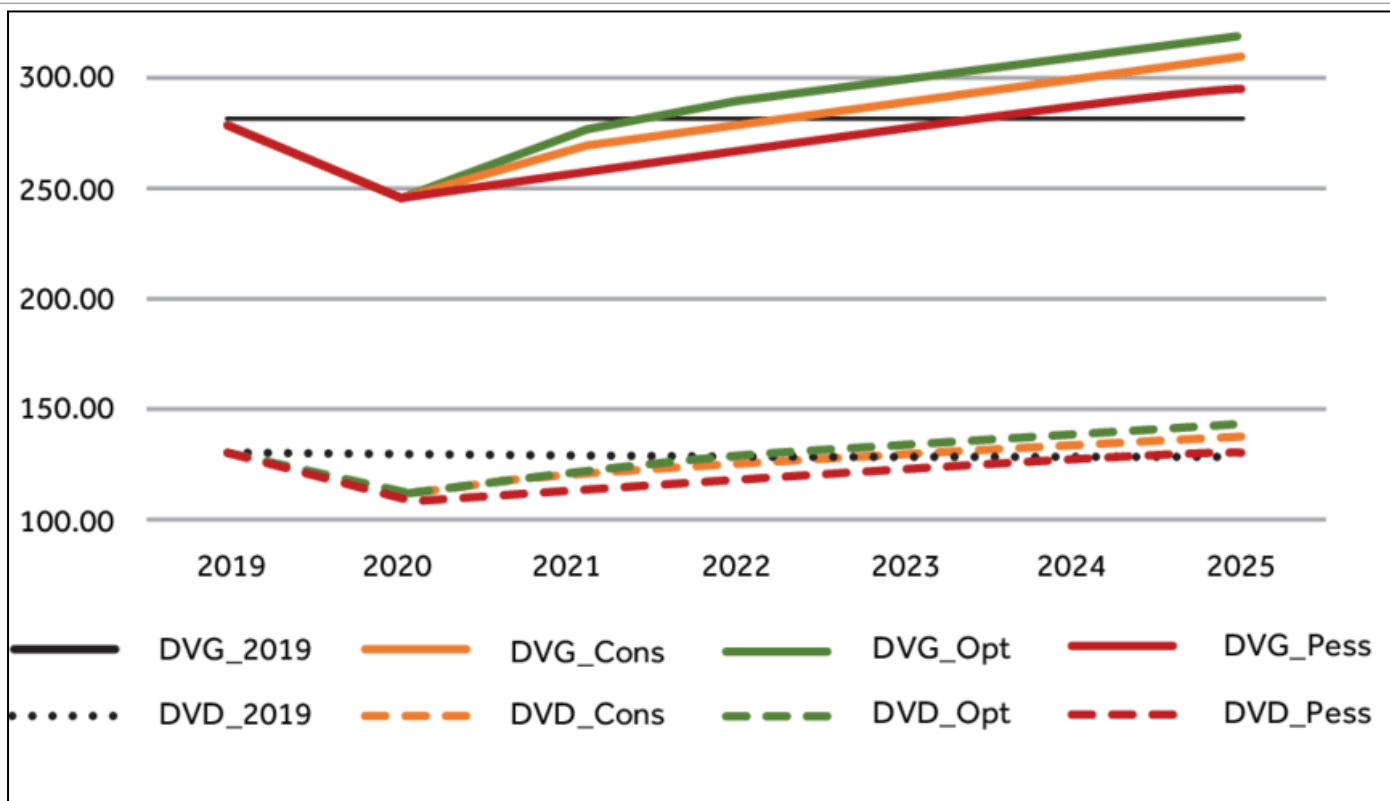
pour les partenaires commerciaux des pays du Commonwealth sont en moyenne 19 % moins élevés qu’entre ceux des pays non membres. La moitié des 20 premières villes émergentes mondiales se trouvent dans le Commonwealth : New Delhi, Mumbai, Nairobi, Kuala Lumpur, Bangalore, Johannesburg, Kolkata, Le Cap, Chennai et Dhaka.

Bien que le Commonwealth n’ait pas d’accord commercial multilatéral, des recherches menées par la Royal Commonwealth Society ont montré que le commerce avec un autre membre du Commonwealth est en moyenne jusqu’à 50 % plus élevé qu’avec un non-membre, les États plus petits et moins riches ayant une plus grande propension à commercer au sein du Commonwealth. Lors du sommet de 2005 à Malte, les chefs de gouvernement ont approuvé la poursuite du libre-échange entre les membres du Commonwealth sur une base bilatérale.

“
« UN ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L’AFRIQUE CRÉERAIT DES EMPLOIS ET STIMULERAIT LE COMMONWEALTH »
”



Après le Mozambique et le Rwanda, le Togo, l’Algérie, Madagascar ou encore le Soudan ont manifesté leur volonté de rejoindre la Communauté- Crédit photo Commonwealth



Evolution du commerce intra-Commonwealth 2019-2025

De même, selon une étude menée par OECD Development Matters, les taux de croissance plus élevés du PIB des PMA du Commonwealth se sont accompagnés de volumes d'échanges plus importants. « Collectivement, les exportations mondiales de biens et services des 47 PMA sont passées de 215 milliards USD en 2011 à un peu plus de 241 milliards USD en 2019, soit une augmentation d'environ 12 %. L'augmentation correspondante pour les PMA du Commonwealth est de 41 %. Leurs exportations sont passées de 57 milliards d'USD à environ 80 milliards d'USD, à un taux moyen de 3,7 % par an, contre seulement 0,6 % pour les 47 PMA et 1,2 % dans le monde. »

Les PMA du Commonwealth se sont largement appuyés sur le commerce intra-Commonwealth pendant la pandémie, qui a connu une croissance importante bien que l'organisme de 54 membres ne soit pas un bloc commercial. En 2019, le Commonwealth a absorbé un quart (19 milliards USD) de leurs exportations totales de biens et services (79 milliards USD). Au cours des années pré-pandémiques (2011-2019), la part des PMA du Commonwealth dans les exportations de biens intra-Commonwealth a grimpé de 2,18 % à 3,4 %. Sur la même période, la part des PMA dans le commerce mondial a stagné à 1 %.

« Un «avantage du Commonwealth» : établissement, renforcement et maintien des relations commerciales entre les PMA du Commonwealth et les autres pays membres »

Cette augmentation des exportations est due à un «avantage du Commonwealth» important et croissant en matière de commerce, qui contribue à l'établissement, au ren-

forcement et au maintien des relations commerciales entre les PMA du Commonwealth et les autres pays membres. Les liens historiques, les systèmes juridiques et administratifs familiers, l'utilisation répandue de l'anglais et la présence de diasporas importantes et dynamiques signifient que les coûts du commerce bilatéral sont inférieurs d'environ 21 %, en moyenne, pour les paires de pays du Commonwealth par rapport au coût du commerce avec les pays non membres du Commonwealth.

Si le gouvernement britannique a promis d'améliorer le modèle commercial UE-Afrique et de mieux protéger les intérêts des nations africaines, jusqu'à présent, le Royaume-Uni a signé des accords commerciaux post-Brexit avec 13 pays africains. Mais ces nouveaux accords, qui offrent un accès en franchise de droits et de quotas aux marchés britanniques, ne sont pas très différents des anciens. Il s'agit principalement d'accords dits «de reconduction», c'est-à-dire qu'ils ne font que transférer les conditions des accords européens dans des accords bilatéraux entre le Royaume-Uni et la nation ou les blocs africains.

Des accords bilatéraux qui se heurtent toutefois à la politique des blocs régionaux notamment dans ce contexte de mise en place de la ZLECAf. Ainsi l'accord avec le Kenya a suscité des tensions en sein de la Communauté des pays d'Afrique de l'Est.

En attendant, si le Ghana et le Nigeria ainsi n'ont pas réussi à sceller un accord avec le Royaume-Uni avant la fin de la période de transition du Brexit, le 31 décembre 2020, le Nigeria est un acteur important du commerce intra-Commonwealth : plus grande économie du continent, 30 % de ses exportations seraient destinées au marché du



Le CHOGM 2022, premier sommet du Commonwealth qui se tiendra dans un pays qui n'est pas une ancienne colonie ou le Royaume-Uni lui-même, devra marquer l'entrée dans cette nouvelle ère-crédit photo CHOGM 2022-DR

bloc. L'Inde, à elle seule, représente également 15 % des exportations du Nigeria. Le Nigeria est également la cinquième plus grande économie du Commonwealth et, avec l'Afrique du Sud, il représente environ 70 % du commerce africain du Commonwealth.

« Un accord commercial entre le Royaume-Uni et l'Afrique créerait des emplois et stimulerait le Commonwealth »

De quoi convaincre le président Muhammadu Buhari lequel déclarait, dans une tribune datée du 23 janvier 2022 « un accord commercial entre le Royaume-Uni et l'Afrique créerait des emplois et stimulerait le Commonwealth : Après le BREXIT, c'est désormais possible » (Lire son dernier discours). « En septembre dernier, le Royaume-Uni est entré dans l'histoire en devenant le premier pays au monde à signer un mémorandum avec la zone de libre-échange continentale de l'Union africaine (AfCFTA), composée de 54 pays. Cet accord devrait déboucher sur un accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Union africaine. Il s'agirait d'un accord paritaire, puisque le PIB combiné de l'Afrique, qui s'élève à 3 000 milliards de dollars, est



« QUAND VOUS REGARDEZ LES OPPORTUNITÉS QUE CELA APORTE À L'AFRIQUE ET À NOTRE COMMONWEALTH NOUS CROYONS QU'EN TRAVAILLANT ENSEMBLE, NOUS SERONS EN MESURE D'AMÉLIORER LE COMMERCE »

équivalent à celui du Royaume-Uni, cinquième économie mondiale. »

« Quand vous regardez les opportunités que cela apporte à l'Afrique et à notre Commonwealth nous croyons qu'en travaillant ensemble, nous serons en mesure d'améliorer le commerce »

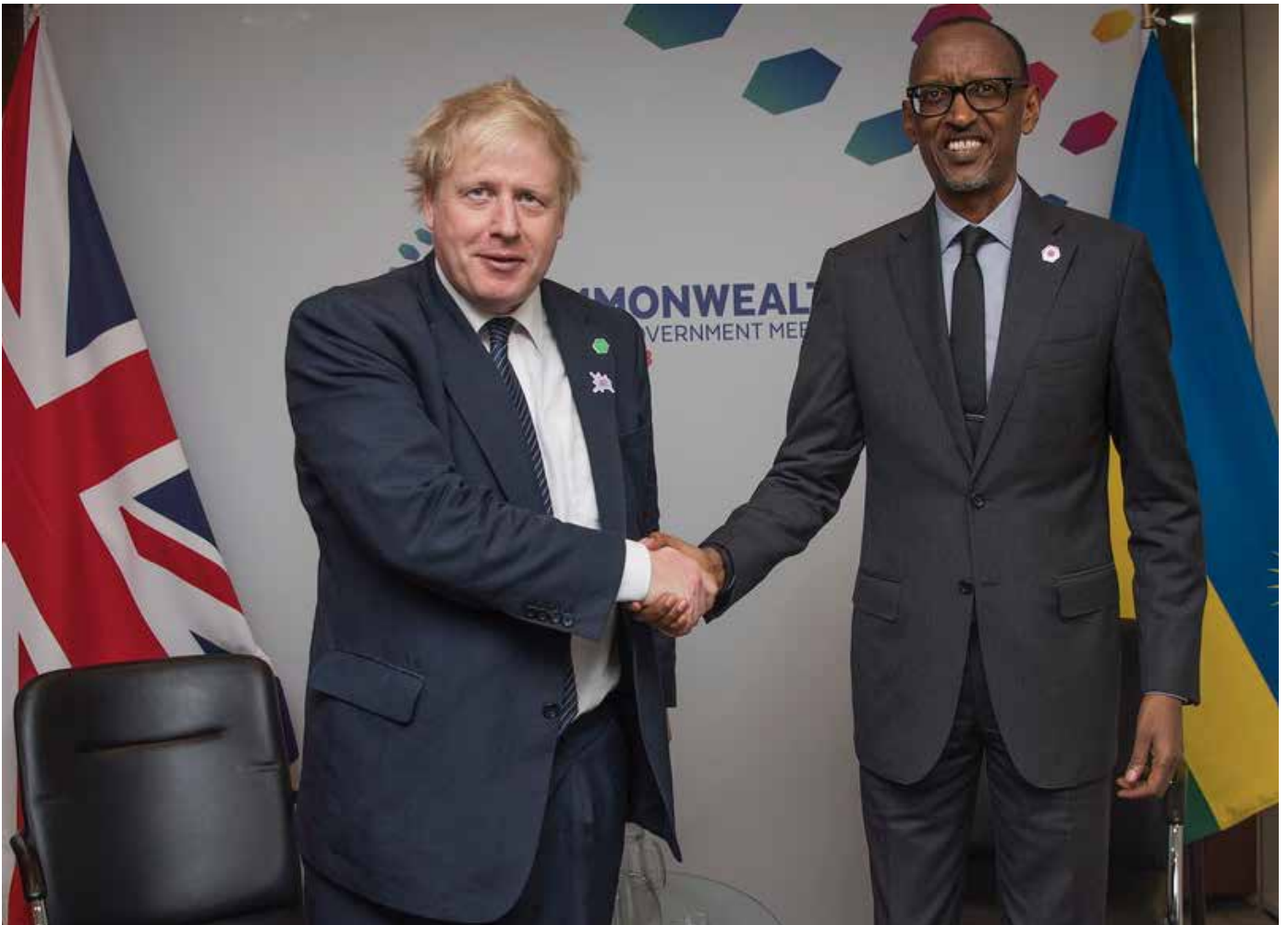
L'avenir du Royaume-Uni post-Brexit se joue donc en Afrique (Lire Étude Morgan Phillips Royaume-Uni post-Brexit : (re) connecter avec l'Afrique). Le CHOGM 2022, premier sommet du Commonwealth qui se tiendra dans un pays qui n'est pas une ancienne colonie ou le Royaume-Uni lui-même, devra marquer l'entrée dans cette nouvelle ère. « Ce qu'il y a de bien avec notre Commonwealth, c'est que nous avons beaucoup de choses en commun : nous avons une langue commune, une structure commune en termes de structure parlementaire, nous avons des institutions similaires qui partagent l'État de droit. Tout cela fait que nos échanges commerciaux sont plus de 21 % moins chers, plus faciles et plus rapides les uns que les autres, déclarait la Secrétaire générale

rale du Commonwealth, Patricia Scotland QC, lors d'un discours prononcé lors de la 12e Conférence régionale des chefs des agences de lutte contre la corruption en Afrique du Commonwealth à Kigali, le 3 mai dernier. Juste avant la Covid, nous avions près de 700 milliards de dollars d'échanges intra-Commonwealth. Ce chiffre a baissé [en raison de l'impact de la pandémie], mais il semble maintenant revenir à ces 700 milliards de dollars. Mais nous espérons atteindre 1 000 milliards de dollars d'ici 2030. Et vous savez qu'en Afrique, les pays africains ont adhéré à l'Accord de libre-échange continental africain. Donc, quand vous regardez les opportunités que cela apporte à l'Afrique et à notre Commonwealth, avec la facilitation du commerce, nous croyons qu'en travaillant ensemble, nous serons en mesure d'améliorer le commerce, en particulier le commerce numérique. »

S'agissant de la guerre en Ukraine. « Ce sont des questions dont nous allons discuter, car bien sûr, au fur et à mesure que cette crise se déroule, nous avons compris ce que nous devons faire nous-mêmes pour améliorer notre sécurité alimentaire. Il s'agit donc d'une difficulté, mais aussi d'une opportunité. Comment améliorer le secteur agroalimentaire dans l'ensemble du Com-

monwealth, comment rendre chacun de nos pays plus durable, comment partager la technologie et l'expertise pour améliorer la possibilité que nous avons tous de nourrir nos populations ? »

Autant de questions qui seront débattues au cours de l'évènement. Cette édition 2022 doit également se conclure sur l'élection du secrétaire général. La secrétaire générale sortante, Patricia Scotland, diplomate, avocate et politicienne britannique née en Dominique, se représente, face au ministre jamaïcain des affaires étrangères, Kamina Johnson Smith, qui a reçu le soutien du Royaume-Uni. Quel que soit le gagnant, le nouveau secrétaire général aura notamment pour mission de moderniser l'institution. En attendant, à la fin de la CHOGM 2022, le président rwandais Paul Kagame succédera au Premier ministre britannique Boris Johnson en tant que président en exercice du Commonwealth des Nations et ce pour les deux prochaines années. Une nouvelle occasion pour le dirigeant rwandais de faire briller son pays sur la scène internationale.



À l'issue du CHOGM 2022, le président rwandais Paul Kagame succédera au Premier ministre britannique Boris Johnson en tant que président en exercice du Commonwealth des Nations pour les deux prochaines années- crédit photo gov.UK-DR



The Commonwealth and Africa... a new chapter begins

By Dounia Ben Mohamed



With 19 member countries, Africa dominate the Commonwealth- photo credit gov.uk

Initially scheduled for 2020, then last summer but again postponed due to the COVID-19 pandemic, the Commonwealth Heads of Government Meeting, also known as CHOGM will finally be held in Kigali, from June 20 to 26. Traditionally held every two years, this summit brings together the 54 countries that make up the Commonwealth, among them 19 African countries, mostly former colonies, as well as new members, including Rwanda, the latest member of the organization and host of the event, which has not been held in Africa since Uganda, a decade ago. Analysis

The event takes place in a specific context for both the Crown and Africa. The still heavy impact of the COVID-19 pandemic on the African socio-economic fabric, the latent food crisis caused by the war in Ukraine, but also this new post-Brexit era in which the British are trying to redefine themselves and open up to new markets. The United Kingdom has indeed left the European Union in 2020 and has been working since then to redefine its position

in the world and in Africa particularly. If bilateral relations have already been reviewed with strategic countries of the continent, Nigeria among others, the June meeting will be an opportunity to return to a continent with which the relationship is certainly old but tends to be rewritten (Read Focus CHOGM 2022 in 10 points).

«The Commonwealth is becoming more and more important and CHOGM will prove it »

And to set itself apart from the influential powers on the continent, starting with China, the former ally of the European Union, but also the United States, Turkey, Japan and Russia, whose presence is growing, the United Kingdom intends to rely on one of its cornerstones, the Commonwealth. The organization, born in the first half of the 20th century from the remnants of the British Empire and in order to maintain privileged relations with its former colonies, intends to modernize and regain its influence in Africa as well as on the international scene (Read the interview with Omar Daair, British High Commissioner to Rwanda).

«Britain has what it takes to become Africa's 'obvious partner of choice' »

That is indeed the idea. Strengthening economic relations between member countries and with Africa in particular. The continent, with 19 member countries, dominates the organization. Already, in 2018, Theresa May, during her tour of Africa _ in Kenya, South Africa and Nigeria _ the first of a British Prime Minister to Africa for five years, set the tone: namely to make Britain the leading G7 business investor in Africa. «As the UK prepares to leave the European Union, we are determined to ensure a smooth transition that guarantees the continuity of



THE COMMONWEALTH IS BECOMING MORE AND MORE IMPORTANT AND CHOGM WILL PROVE IT ».

our trading relationship.» A statement coupled with the announcement of an investment plan of €4.4 billion to support African economies and a new «unabashed» approach to development assistance. "I am unashamed about the need to ensure that our aid program works for the UK. [They must] not only combat extreme poverty, but at the same time tackle global challenges and support our own national interest," It was in this sense that the UK signed a new «strategic partnership» with the African Union (AU) the previous year, which aims to strengthen cooperation with African countries.

Boris Johnson in turn will declare that Britain has what it takes to become Africa's «obvious partner of choice» for doing business after the Brexit. A conference in January 2020, UK-Africa Investment Summit, in London will mark the first step. Chaired by Boris Johnson and co-organized with the Department for International Development (DfID), it will have brought together some twenty countries from the continent, representatives of both the public and private sectors to promote investment opportunities in Africa. This is while trade between Africa and the United Kingdom is not very developed, barely 3% of British exports and imports, more than 50% of which are with two countries, Mauritius and South Africa. However, trade agreements worth £6.5 billion (\$8.2 billion at current exchange rates) were signed by British companies, on the sidelines of the summit.



The shift began in 2020 at the UK-Africa summit in London to promote investment opportunities in Africa - photo credit gov.uk-RR

« One more voice for Africa to defend its interests on the international scene »

On the African side, too, there is renewed interest in the Commonwealth. While the historical members are former colonies, new countries have joined the organization in recent decades. The first country admitted that was never part of the British Empire or under the control of a member - Mozambique - in 1995; Rwanda, then in diplomatic break with France and the Francophonie, in 2009, while others - Togo, Algeria, Madagascar, Sudan and Yemen - have expressed their intention to follow suit.

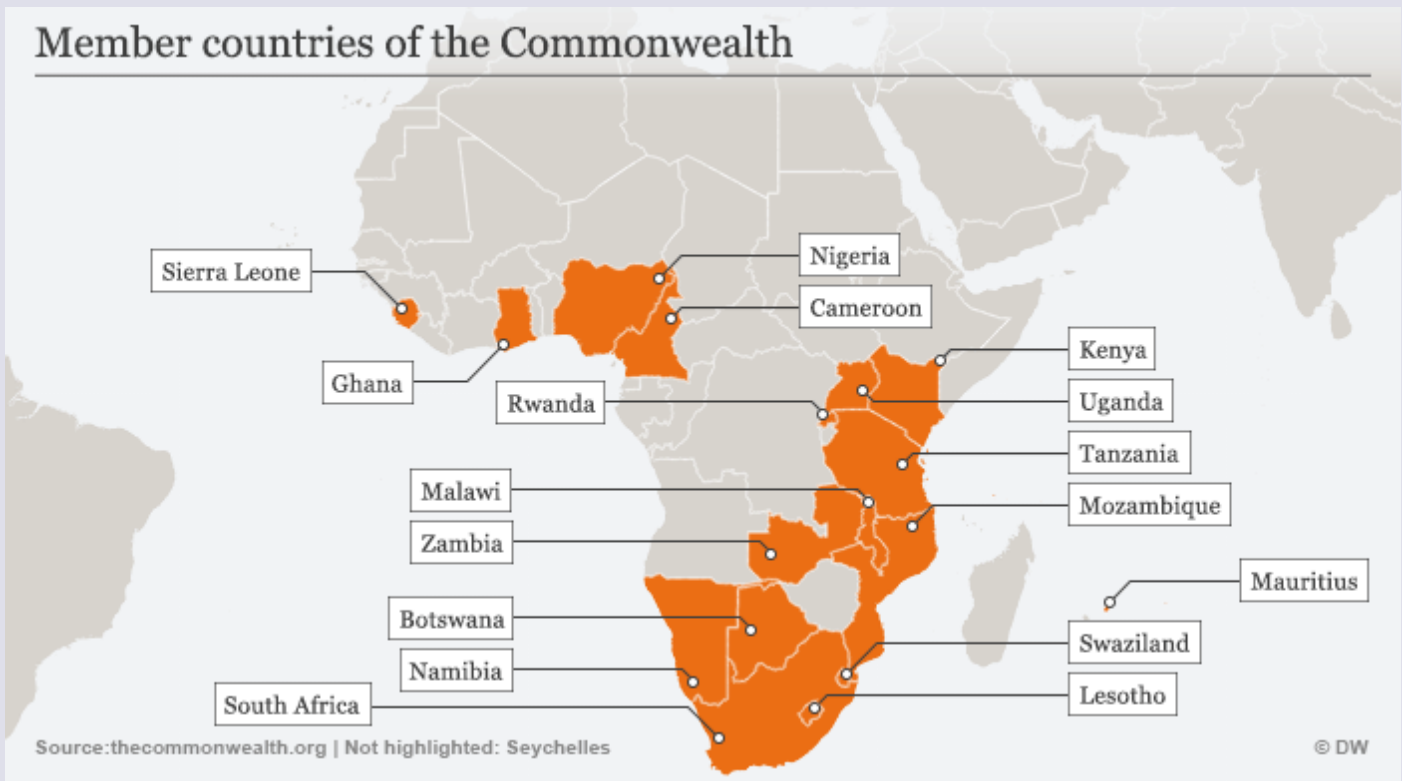
For some, joining the Commonwealth does not mean leaving the Francophonie, _ an organization that groups together a large number of French-speaking nations and includes 28 African countries, as a reminder_ it responds above all to economic interests, to increase their commercial but also diplomatic relations with the English-speaking world. Joining the Commonwealth is also a voice more for Africa to defend its interests on the international scene while it is already making headway in this area. It has, for example, supported the interests of Africa within the EU and particularly in the agricultural sector.

“
« ONE MORE VOICE FOR AFRICA TO DEFEND ITS INTERESTS ON THE INTERNATIONAL SCENE »
”

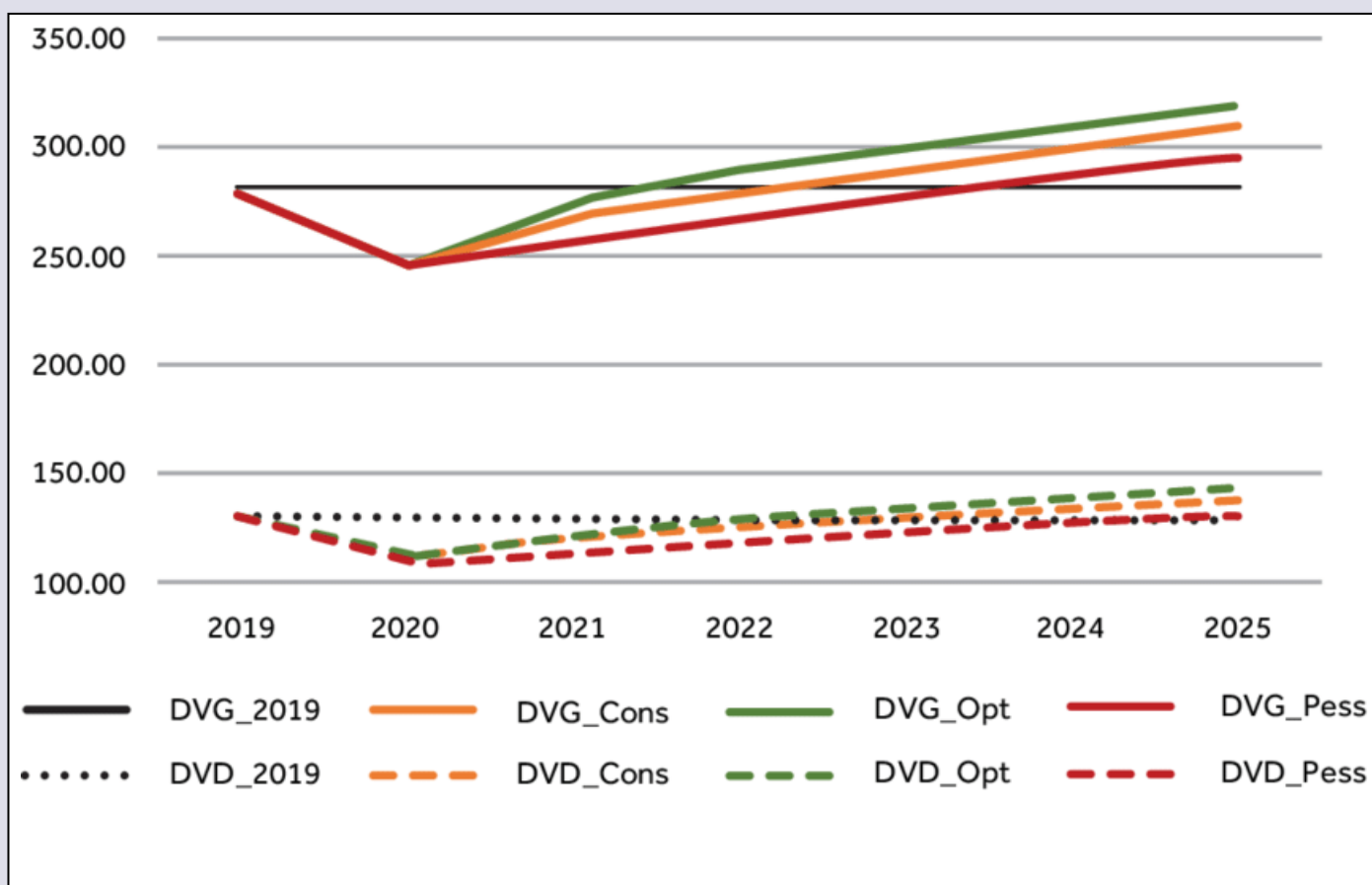
« Bilateral trade costs between Commonwealth countries are on average 19 % lower than other trading partners »

Most importantly, joining the Crown Community would be cost-effective. With the combined GDP of Commonwealth countries amounting to \$13.1 billion in 2021 projected to reach \$19.5 billion in 2027, nearly doubling in ten years from \$10.4 billion in 2017; bilateral trade costs between Commonwealth countries are on average 19% lower than other trading partners. Half of the world’s top 20 emerging cities are in the Commonwealth: New Delhi, Mumbai, Nairobi, Kuala Lumpur, Bangalore, Johannesburg, Kolkata, Cape Town, Chennai and Dhaka.

Although the Commonwealth does not have a multilateral trade agreement, research by the Royal Commonwealth Society has shown that trade with another Commonwealth member is on average up to 50 per cent higher than with a non-member, with smaller and less wealthy states having a greater propensity to trade within the Commonwealth. At the 2005 summit in Malta, heads of government endorsed the continuation of free trade among Commonwealth members on a bilateral basis.



After Mozambique and Rwanda, Togo, Algeria, Madagascar and Sudan have expressed their desire to join the Community- Photo credit Commonwealth



CHOGM 2022, the first Commonwealth summit to be held in a country that is not a former colony or the United Kingdom itself, should mark the beginning of this new era- Photo credit CHOGM2022-RR

Similarly, according to a study conducted by OECD Development Matters, higher GDP growth rates in Commonwealth LDCs have been accompanied by larger trade volumes. “Collectively, global goods and services exports by all 47 LDCs rose from USD 215 billion in 2011 to just over USD 241 billion in 2019, an increase of around 12%. The corresponding increase for the Commonwealth LDCs was 41%. Their exports grew from USD 57 billion to about USD 80 billion at an average rate of 3.7% per annum, compared with just 0.6% for the 47 LDCs and 1.2% across the world.”

Commonwealth LDCs relied heavily on intra-Commonwealth trade during the pandemic, which grew significantly despite the 54-member body not being a trading bloc. In 2019, the Commonwealth absorbed one quarter (USD 19 billion) of their total goods and services exports (USD 79 billion). During the pre-pandemic years (2011-2019), the share of Commonwealth LDCs in intra-Commonwealth goods exports climbed from 2.18% to 3.4%. Over the same period, the share of LDCs in world trade stagnated at 1%.

“
« BILATERAL TRADE COSTS BETWEEN COMMONWEALTH COUNTRIES ARE ON AVERAGE 19 % LOWER THAN OTHER TRADING PARTNERS »
 ”

« ‘A Commonwealth Advantage’: Building, Strengthening and Sustaining Trading Relationships between Commonwealth LDCs and Other Member Countries »

This increase in exports is driven by a significant and growing “Commonwealth advantage” in trade helping to build, strengthen and sustain trading relationships between Commonwealth LDCs and other member countries. Historical ties, familiar legal and administrative systems, the widespread use of English and the presence of large and dynamic diasporas, mean bilateral trade costs are around 21% lower, on average, for Commonwealth country pairs compared with the cost of trading with non-Commonwealth countries.

While the British government has promised to improve the EU-Africa trade model and better protect the interests of African nations, so far the UK has signed post-Brexit



CHOGM 2022, the first Commonwealth summit to be held in a country that is not a former colony or the United Kingdom itself, should mark the beginning of this new era- Photo credit CHOGM2022-RR

trade agreements with 13 African countries. But these new agreements, which offer duty-free and quota-free access to British markets, aren't much different to the old ones. They are primarily so-called rollover agreements — that is, they simply transfer the conditions in the EU deals into bilateral agreements between the UK and the African nation, or blocs.

Bilateral agreements, however, come up against regional blocs' politics, particularly in the context of the establishment of the AfCFTA. Thus, the agreement with Kenya has raised tensions within the East African Community.

Meanwhile, while Ghana and Nigeria failed to seal an agreement with the United Kingdom before the end of the Brexit transition period on December 31, 2020, Nigeria is an important player in intra-Commonwealth trade: the continent's largest economy, 30% of its exports are reportedly destined for the bloc's market. India alone also accounts for 15% of Nigeria's exports. Nigeria is also the fifth largest economy in the Commonwealth and, together with South Africa, accounts for about 70% of the Commonwealth's African trade.

« A UK-Africa trade deal would create jobs and boost the Commonwealth »

President Muhammadu Buhari declared in an opinion published on June 23, 2022 that “a United Kingdom - Africa deal would create jobs and boost the Commonwealth, after the Brexit” (Read Muhammadu Buhari full speech) It is now possible. «Last September, the UK made history by becoming the first country in the world to sign a memorandum with the 54-nation African Union Continental Free Trade Area (AfCFTA). This agreement is expected to lead to a free trade agreement between the United Kingdom and the African Union. This would be a parity agreement, as Africa's combined GDP of \$3 trillion is equivalent to that of the U.K., the world's fifth largest economy.»

« When you look at the opportunities this brings to Africa and our Commonwealth we believe that by working together we will be able to improve trade »

The future of post-Brexit United Kingdom is therefore being played out in Africa (Read Morgan Philips Study United Kingdom post-Brexit: (re)connecting with Africa). CHOGM 2022, the first Commonwealth summit to be held in a country that is not a former colony or the United Kingdom itself, will have to mark the ushering into this new era. «The good thing about our Commonwealth is that we have a lot in common: we have a common language, we have a common structure in terms of parlia-

mentary structure, we have similar institutions that share the rule of law. All of these things make our trade more than 21% cheaper, easier and faster than each other,» Commonwealth Secretary General Patricia Scotland QC said in her remarks at the 12th Commonwealth Africa Regional Heads of Anti-Corruption Agencies Conference in Kigali on May 3. Just before COVID, we had almost \$700 billion in intra-Commonwealth trade. That number has gone down [due to the impact of the pandemic], but now it seems to be back to that \$700 billion. But we hope to reach \$1 trillion by 2030. And you know in Africa, African countries have joined the African Continental Free Trade Agreement. So when you look at the opportunities that this brings to Africa and to our Commonwealth, with trade facilitation, we believe that by working together, we will be able to improve trade, especially digital trade.»

On the war in Ukraine. «These are issues that we're going to discuss, because of course as this crisis unfolds; we've realized what we need to do to improve our food security. So this is a challenge, but also an opportunity. How do we improve the agri-food sector across the Com-

monwealth, how do we make each of our countries more sustainable, how do we share technology and expertise to improve the opportunity we all have to feed our people?»

These are all questions that will be discussed during the event. This 2022 edition must also conclude on the election of the secretary general. The outgoing secretary general, Patricia Scotland, a British diplomat, lawyer and politician born in Dominica, is standing for re-election against Jamaican Minister of Foreign Affairs, Kamina Johnson Smith, who has received the support of the United Kingdom. Whoever wins, the new secretary-general will be responsible for modernizing the institution. Meanwhile, at the end of CHOGM 2022, Rwandan President Paul Kagame will take over from UK Prime Minister Boris Johnson as the chair-in-office of the Commonwealth of Nations for the next two years. It will be a new opportunity for the Rwandan leader to make his country shine on the international scene.



At the end of CHOGM 2022, Rwandan President Paul Kagame will succeed British Prime Minister Boris Johnson as acting President of the Commonwealth of Nations for the next two years - photo credit gov.UK-RR



Omar Daair, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat Britannique au Rwanda- crédit photo DR

OMAR DAAIR

« **Le Commonwealth devient de plus en plus important et le CHOGM 2022 va le démontrer** »

A l'occasion du CHOGM 2022, qui se tient du 20 au 26 juin, à Kigali, ANA a rencontré, Omar Daair, Haut-Commissaire au sein du Haut-Commissariat Britannique au Rwanda, pour évaluer les relations entre la Grande-Bretagne et l'Afrique, l'avenir du Commonwealth sur le continent, et les enjeux du CHOGM 2022. Interview exclusive.

Propos recueillis par Dounia Ben Mohamed à Kigali

Quel est le rôle du Haut-Commissaire britannique au Rwanda ? Quels types de projets menez-vous au Rwanda ?

Le Haut-Commissariat travaille avec nos partenaires au Rwanda sur un grand nombre de sujets, qu'il s'agisse du développement, de la promotion du commerce, du soutien à la bonne gouvernance et de la création de liens culturels entre nos deux pays.

La nouvelle stratégie de développement international que nous avons annoncée comporte quatre grands axes s'appliquent tous au Rwanda. Le premier concerne la création de partenariats d'investissement. Nous travaillons avec les entreprises britanniques pour les encourager à investir au Rwanda. Nous en voyons déjà de bons exemples, notamment dans les technologies vertes. Nous avons quelques entreprises qui travaillent dans ce domaine.

Le deuxième domaine concerne plus particulièrement les femmes et les jeunes filles. Pour nous, au Rwanda, cela signifie que notre programme d'éducation est de plus en plus axé sur les résultats d'apprentissage des filles, car nous pensons que la réussite des filles aide l'économie et le développement du pays. Et bien sûr, nous voyons au Rwanda beaucoup de très bons exemples de femmes leaders. Nous aimerions donc encourager la prochaine génération de ces femmes.

Le troisième domaine est l'aide humanitaire, qui est une grande priorité pour le Royaume-Uni, en Afrique et dans le monde. Nous n'avons pas de crises humanitaires au Rwanda, mais ce qui s'applique ici est notre soutien à l'aide sociale. Nous finançons les personnes qui se trouvent tout en bas de l'échelle des revenus et qui ont besoin d'aide pour sortir de l'extrême pauvreté.

Enfin, le dernier domaine consiste à travailler sur certains des grands défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés en ce moment. Deux de ces défis sont essentiels : le climat, pour lequel nous sommes des partenaires très forts. Et dans le sillage de la COP 26, que nous avons accueillie à Glasgow, nous travaillons en étroite collaboration avec le ministère de l'environnement sur des projets environnementaux, sur la protection de la nature, et aussi

pour faire face à d'autres questions relatives à la santé. Ainsi, dans le cadre de la crise COVID, nous avons établi un partenariat dans le cadre duquel nous avons fait don de vaccins et d'équipements de protection.

Nous essayons de promouvoir ces partenariats.

Plus largement, comment évolue les relations entre Royaume-Uni avec l'Afrique ? Notamment dans ce contexte post-Brexit où le Royaume-Uni cherche à nouer de nouveaux partenariats...

« **LE PARTENARIAT DU ROYAUME-UNI AVEC L'AFRIQUE EST TRÈS FORT, ET DEPUIS TRÈS LONG-TEMPS** »

Je dirais que le partenariat du Royaume-Uni avec l'Afrique est très fort, et depuis très longtemps. Ce n'est donc pas seulement dans cette période post-Brexit. Je pense que ce que vous avez vu après le Brexit, c'est que le gouvernement britannique réfléchit en particulier à la manière dont nous pouvons établir de nouveaux partenariats commerciaux avec nos partenaires africains. Nous y travaillons actuellement avec la communauté d'Afrique de l'Est, mais nous réfléchissons également au rôle que les pays africains peuvent jouer en tant qu'acteurs réellement importants sur la scène mondiale. Je veux dire, par exemple, quand vous regardez la réponse à l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, les discussions à l'ONU et dans d'autres instances dépendent des votes et des voix des pays d'Afrique et d'ailleurs à travers le monde.

Il y a par ailleurs un lien historique entre le Royaume-Uni et beaucoup de nos partenaires en Afrique. Nous avons beaucoup de liens en matière d'éducation, les jeunes viennent étudier au Royaume-Uni ou travailler et vivre. Et nous voulons encourager ce type d'échange lorsqu'il s'agit de construire des partenariats économiques, mais aussi en termes de liens culturels.

Le CHOGM 2022, accueilli pour la seconde fois en Afrique, à Kigali plus précisément, doit confirmer cette relation entre le Royaume-Uni et l'Afrique...

Nous constatons que le Commonwealth devient de plus en plus important. L'événement qui se tiendra à Kigali en juin soulignera l'importance de l'organisation, car le Commonwealth est une famille de 54 pays membres qui représente environ un tiers de la population mondiale. C'est donc une très grande organisation et nous pensons qu'elle peut jouer un rôle très important pour relever certains des grands défis dont j'ai parlé, qu'il s'agisse de savoir comment travailler ensemble pour promouvoir le commerce intra-Commonwealth, nous sommes d'ores et déjà très désireux de voir le niveau des échanges entre les pays du Commonwealth augmenter.

Il s'agit également de promouvoir nos valeurs communes. L'une des choses dans lesquelles le Commonwealth excelle est de promouvoir les valeurs auxquelles nous croyons tous et pour lesquelles nous nous engageons. Nous nous engageons tous à respecter les droits de l'homme, à promouvoir l'État de droit et la bonne



La Grande-Bretagne accueille des étudiants africains et entend développer ses relations culturelles @British Council-DR



Promouvoir les valeurs communes au sein du Commonwealth est la vocation principale de l'organisation au-delà de favoriser les échanges commerciaux entre les pays membres @ British Council-DR

gouvernance. Et le Commonwealth peut faire beaucoup dans ce sens, pour développer des programmes qui permettent d'aller de l'avant dans tous les pays membres du Commonwealth.

dans la résolution de certains problèmes mondiaux. Qu'il s'agisse de développer de nouvelles technologies vertes, de défendre les droits des femmes et des jeunes filles, de soutenir l'entreprenariat féminin, etc.

C'est également une formidable opportunité pour le Rwanda...

Pour Kigali et pour le Rwanda, ce sera un moment très important car c'est l'opportunité de se faire remarquer sur la scène mondiale. Nous savons que le Rwanda est tout à fait en mesure d'accueillir ces événements internationaux. Nous venons d'assister à la conférence «Énergie durable pour tous», suivie par la Conférence mondiale de développement des télécommunications de l'UIT (CMDT). Nous savons donc que le Rwanda peut le faire, mais cet événement sera le plus important de tous. Nous attendons de nombreux chefs de gouvernement, dont le mien, qui viendront ici. Nous attendons également la présence du Prince Charles en tant que chef par intérim du Commonwealth, en remplacement de la Reine. Les yeux du monde entier seront donc tournés vers le Rwanda. Et je pense que c'est l'occasion de montrer à quel point le Rwanda est ambitieux, non seulement pour son propre développement, mais aussi pour le rôle qu'il peut jouer



« C'EST L'OCCASION DE MONTRER À QUEL POINT LE RWANDA EST AMBITIEUX, NON SEULEMENT POUR SON PROPRE DÉVELOPPEMENT, MAIS AUSSI POUR LE RÔLE QU'IL PEUT JOUER DANS LA RÉOLUTION DE CERTAINS PROBLÈMES MONDIAUX »



Le CHOGM 2022 est également, pour le président Kagamé, l'occasion de promouvoir



« IL S'AGIT DE RÉFLÉCHIR À LA MANIÈRE DONT NOUS POUVONS UTILISER L'ÉNERGIE ET LE POTENTIEL DES JEUNES DU COMMONWEALTH POUR FAVORISER LE PROGRÈS ET LE DÉVELOPPEMENT DE TOUS NOS MEMBRES »

La réunion prévoit également le Commonwealth Youth Forum (CYF), réunissant les jeunes des 54 États membres de l'organisation. C'est l'orientation prise par le Commonwealth : place à la jeunesse ?

L'accent sera en effet mis sur la jeunesse, car le Commonwealth est une communauté très jeune. Environ 30 % ou plus de la population a moins de 18 ans. Il s'agit donc de réfléchir à la manière dont nous pouvons utiliser l'énergie et le potentiel des jeunes du Commonwealth pour favoriser le progrès et le développement de tous nos membres.



le Rwanda sur la scène internationale- Crédit photo Commonwealth-DR

Rwanda et le Commonwealth

Le Rwanda a rejoint le Commonwealth des Nations en 2009 en étant seulement le deuxième pays à être admis sans aucun lien colonial ou constitutionnel avec le Royaume-Uni.

L'adhésion au Commonwealth en 2009 témoigne des progrès réalisés par le Rwanda pour atteindre ses objectifs de développement, qui sont conformes aux objectifs définis dans la Charte du Commonwealth. Le Rwanda est un membre actif du Commonwealth depuis son adhésion et, en 2022, il succédera au Royaume-Uni en tant que président en exercice du Commonwealth après la prochaine CHOGM, la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth.

La 26e CHOGM se tiendra à Kigali, au Rwanda, en 2022. D'abord prévue en juin 2020, la CHOGM a été reportée en raison des effets mondiaux de la pandémie de COVID-19.

Le Commonwealth Business Forum, le People's Forum, le Women's Forum et le Youth Forum auront tous lieu en marge du CHOGM et le Rwanda se réjouit d'accueillir à Kigali des dirigeants, des entreprises et la société civile au sens large pour des discussions fructueuses et orientées vers l'action.

Le Secrétariat du Commonwealth et la Fondation du Commonwealth ont leur siège international à Londres, à Marlborough House.





Omar Daair, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat Britannique au Rwanda- crédit photo DR

OMAR DAAIR

“The Commonwealth is becoming increasingly important and CHOGM 2022 will prove it”

On the occasion of CHOGM 2022 that will take place from June 20 to 26, in Kigali, ANA met with Omar Daair, British High Commissioner to Rwanda, to assess the relationship between Britain and Africa, the future of the Commonwealth on the continent and the challenges of CHOGM 2022. Exclusive interview.

Interviewed by Dounia Ben Mohamed in Kigali

What is the role of the British High Commissioner in Rwanda? What kinds of projects are you carrying out in Rwanda?

The High Commission works with our partners on a big range of things whether it's development whether it's promoting trade whether it's supporting good governance and building cultural links between our two countries.

The new international development strategy we have announced has four main strands all of which I think apply in Rwanda. The first one is on building investment partnerships. We work with UK businesses to encourage them to invest in Rwanda. We see good examples of that already particularly in green technology. We have some good business at work.

The second is particularly on women and girls. For us, in Rwanda, that means our education program is increasingly focused on learning outcomes for girls, because we think that if girls succeed then that helps the country's economy and development and of course we see in Rwanda a lot of really great examples of women leaders and would like to encourage the next group of those people.

Legende : Britain welcomes African students and aims to develop cultural relations@- photo credit British Council-RR

The third is support on humanitarian which is a really big priority for the UK across Africa and across the world well we see you don't have humanitarian crisis here in Rwanda but what is applied here is our support on social protection so we provide funding for those who are at the very bottom of the income scales and need support to put themselves out of extreme poverty.

Finally, the last strand is to work on some of the major global challenges that we are facing right now, and these two areas are the most important. Climate, where we are



Britain welcomes African students and aims to develop cultural relations@- photo credit British Council-RR

very strong partners. In the wake of the COP 26, which we hosted in Glasgow, we are working closely with the Ministry of the Environment on environmental projects, protecting nature and tackling health issues. For example, in the COVID crisis, we have partnered with them to donate vaccines and protective equipment.

We are trying to promote these partnerships.

More broadly, how is the UK's relationship with Africa evolving? Particularly in this post-Brexit context where the UK is seeking to forge new partnerships...



“UK PARTNERSHIP WITH AFRICA HAS BEEN REALLY STRONG FOR A VERY LONG TIME”

I would say that the UK partnership with Africa has been really strong for a very long time. It's not just a post Brexit, I think what you haven't seen on post Brexit vote is the UK government thinking particularly about how we build new trade partnerships on our own, with African partners. We're working on that with African community at the moment but we're also thinking about the role that African countries can play as really important actors on the world stage. I mean for example when you look at the response to Russia's illegal invasion of Ukraine, discussions at the UN and in another fora depend on votes and voices from countries in Africa and elsewhere across the world so we really see Africa playing a key role on these kind of bigger global issues around the world.

There is also just a historic link between the UK and lots of our partners in Africa we have a lot of education links where people go to study in the UK or spend time working and living in the UK. We want to encourage that sort of exchange when it comes to building economic partnerships but also in terms of culture links

The CHOGM 2022, hosted for the second time in Africa, in Kigali to be precise, should confirm this relationship between the UK and Africa...

We think that Commonwealth is becoming more important all the time. This event in Kigali next month is going to really highlight importance of the organization, because the commonwealth is a family of 54 member countries and they cover about a third of the world population. Therefore, it's a really big organization and so we think it can play a really important role in tackling some face big challenges that we have talked about. Whether it's talking about how do we work together to promote intra-commonwealth. We are keen trade with the key to see the level of trade between commonwealth countries increase.

It's also about our shared values, I think one of the things that the commonwealth is really good at is promoting the things we all believe in and all commit to. We will commit to respecting the human rights, to promoting the



Promoting common values within the Commonwealth is the main vocation of the organization beyond fostering trade between member countries - Photo credit British Council-RR

rule of law good governance. And the commonwealth can do a lot to really shake that and to develop programs allowing making progress in all commonwealth member countries.

It is also a great opportunity for Rwanda...

I think it's going to be really important for Kigali and for Rwanda, because it's a chance to shine on the world stage. We know that Rwanda can host is global events really well. We have just seen the Sustainable Energy for All conference, followed by the upcoming ITU World Telecommunication Development Conference. We know that Rwanda can do it. But this is going to be the biggest one of them all. We are expecting many heads of government including my own he will come here. We are expecting Prince Charles to be here as acting head of the Commonwealth in place of the Queen. So, the eyes of the world will be really on Rwanda. I think it's a chance to show how Rwanda is ambitious not just about its own development but about the role that it can play in tackling some of these global issues. Whether it's developing new green technology, or defending the rights of women and girls and supporting female entrepreneurship.

The meeting also features the Commonwealth Youth Forum (CYF), bringing together young people from the 54 member states of the organization. This is the direction taken by the Commonwealth: place for youth?

“IT'S A CHANCE TO SHOW HOW RWANDA IS AMBITIOUS NOT JUST ABOUT ITS OWN DEVELOPMENT BUT ABOUT THE ROLE THAT IT CAN PLAY IN TACKLING SOME OF THESE GLOBAL ISSUES”



The CHOGM 2022 is also an opportunity for President Kagame to promote Rwanda on the international scene- photo credit Commonwealth-RR



“THINKING ABOUT HOW CAN WE USE THAT ENERGY AND THE POTENTIAL OF THE YOUNG PEOPLE ACROSS THE COMMONWEALTH TO DRIVE PROGRESS AND DEVELOPMENT FOR OUR MEMBER.”

I think there also be a real focus on youth because the commonwealth is a very young community. I think about 30% of all the population under eighteen. Therefore, thinking about how can we use that energy and the potential of the young people across the commonwealth to drive progress and development for our member.



And The Commonwealth



Rwanda joined the Commonwealth of Nations in 2009 as only the second country to be admitted without any colonial or constitutional links to the UK.

The accession to the Commonwealth in 2009 was testament to the progress that Rwanda has made towards meeting its development goals, which are in line with the objectives set out in the Charter of the Commonwealth. Rwanda has been an active member of the Commonwealth since joining and in 2022 will take over from the United Kingdom as Commonwealth Chair-In-Office after the next CHOGM, Commonwealth Heads of Government Meeting.

The 26th CHOGM will be held in Kigali, Rwanda in 2022. First scheduled for June 2020 CHOGM was postponed due to the global effects of the COVID-19 pandemic.

The Commonwealth Business Forum, People's Forum, Women's Forum and Youth Forum will all take place on the sidelines of CHOGM and Rwanda looks forward to welcoming leaders, businesses and wider civil society to Kigali for fruitful and action-oriented discussions.

The Commonwealth Secretariat and Commonwealth Foundation have their international headquarters in London at Marlborough House.

Muhammadu Buhari

« Nous pouvons faire du Commonwealth une véritable puissance mondiale »

Pourquoi nos 54 pays ne se donneraient-ils pas mutuellement du poids dans les instances internationales, en renforçant notre influence comme le fait l'UE ?

Que devient le Commonwealth si l'un de ses 15 membres qui n'est pas une république rejoint les 39 autres qui le sont ? La Jamaïque envisageant une telle démarche, cette question est posée. Mais elle est déplacée : le Commonwealth moderne a été constitué en 1949 spécifiquement pour accueillir une république - l'Inde nouvellement indépendante - précisément après un tel changement constitutionnel.

Néanmoins, il est juste de débattre de l'avenir du Commonwealth. Bien qu'il soit parfaitement viable sous sa forme actuelle, ce serait rendre un mauvais service à ses membres que de considérer les niveaux actuels de coopération comme la limite de nos aspirations.

« Nous devrions travailler plus étroitement sur l'interopérabilité de la défense et le soutien mutuel dans la lutte contre le terrorisme mondial - désormais centré sur l'Afrique, et qui menace de nouvelles vagues de réfugiés en Occident »

Pour commencer, nous devrions nous efforcer de réduire les barrières commerciales, étant donné l'unité que nous avons presque tous grâce à la langue anglaise, à la jurisprudence et aux





“

« NOUS DEVRIONS TRAVAILLER PLUS ÉTROITEMENT SUR L'INTEROPÉRABILITÉ DE LA DÉFENSE ET LE SOUTIEN MUTUEL DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME MONDIAL - DÉSORMAIS CENTRÉ SUR L'AFRIQUE, ET QUI MENACE DE NOUVELLES VAGUES DE RÉFUGIÉS EN OCCIDENT »

Muhammadu Buhari, président de la République fédérale du Nigeria- Crédit photo DR

systèmes éducatifs. Nous pourrions envisager de nous regrouper plus facilement dans des forums intergouvernementaux tels que les Nations unies afin d'obtenir des résultats pour un membre individuellement ou pour tous collectivement. Nous devrions travailler plus étroitement sur l'interopérabilité de la défense et le soutien mutuel dans la lutte contre le terrorisme mondial - désormais centré sur l'Afrique, et qui menace de nouvelles vagues de réfugiés en Occident.

Certains invoqueront des facteurs tels que l'appartenance des pays du Commonwealth à des blocs commerciaux régionaux, les scrutins des Nations unies où les membres votent dans des sens opposés et le manque de compatibilité militaire pour prouver qu'une coopération plus étroite est impossible. Il est possible de prouver que ces personnes ont tort - mais seulement si nous essayons de le faire.

La prochaine réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM), en juin prochain, devrait être un moment où le potentiel de notre club est réimaginé. Cet organe décisionnel de haut niveau, qui se réunit deux fois par an, est accueilli par le Rwanda : une république, rien de moins, et une bonne idée, puisque le plus grand continent de pays du Commonwealth est africain.

La question de savoir comment le Brexit continuera à nous affecter tous ne sera pas loin de l'ordre du jour officiel.

Déjà, le tarif mondial du Royaume-Uni (UKGT) a réduit, supprimé ou simplifié les taxes sur des milliers de produits importés, ce qui constitue une étape importante dans la reconfiguration du commerce du Commonwealth. Lorsque la plus grande économie du club était incapable de pratiquer le libre-échange qu'elle a longtemps prôné, les autres n'étaient guère incités à abaisser les barrières. L'association au sein de leurs propres blocs commerciaux n'est pas prohibitive. Les membres peuvent encore faire beaucoup plus à l'intérieur de leurs cadres respectifs.

« Un accord potentiel avec la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), appelée à devenir la plus grande zone de libre-échange du monde, annonce la plus grande opportunité »

Un certain nombre de membres africains du Commonwealth ont désormais signé des accords commerciaux par produit avec le Royaume-Uni. Mais un accord potentiel avec la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), appelée à devenir la plus grande zone de libre-échange du monde, annonce la plus grande opportunité.

Le Royaume-Uni a signé l'année dernière le premier protocole d'accord au monde avec ce bloc naissant. Un futur accord garantirait un libre-échange simultané avec dix-neuf membres africains du Commonwealth, représentant collectivement la majorité du PIB de l'Afrique. Cet accord présagerait probablement d'autres accords entre la ZLECAf et d'autres membres, ouvrant davantage le commerce intra-Commonwealth.

Le commerce pourrait s'accompagner d'une plus grande coopération en matière de défense. Les membres africains du Commonwealth sont actifs sur de nombreux théâtres à travers le continent, qu'il s'agisse de combattre les militants affiliés à ISIS dans la région du Sahel à l'ouest, dans la Corne de l'Afrique à l'est ou au Mozambique au sud. Les armes et les équipements défensifs font partie de la solution.



« UN ACCORD POTENTIEL AVEC LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF), APPELÉE À DEVENIR LA PLUS GRANDE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE DU MONDE, ANNONCE LA PLUS GRANDE OPPORTUNITÉ »

Il n'y a aucune raison pour que l'un des principaux fabricants militaires du monde ne vende pas plus largement à notre association lorsqu'il s'agit d'un groupe d'alliés. Lorsque la Grande-Bretagne ne le fait pas, elle doit chercher ailleurs. Aujourd'hui, nous avons une mosaïque de systèmes incompatibles. Or, notamment en Afrique, où les membres se retrouvent sur les mêmes missions, l'interopérabilité aurait un impact matériel sur le terrain.

Et en diplomatie, lorsque les liens commerciaux et de défense se resserrent, les intérêts géopolitiques se rapprochent également. Les 27 membres de l'UE ont tendance à se soutenir mutuellement, par exemple lors des votes à l'ONU. Pourquoi les 54 partenaires du Commonwealth ne s'organiseraient-ils pas de la même manière, en se soutenant mutuellement dans ces organes et en exerçant une plus grande influence ?

Lors de la CHOGM, ces nouvelles opportunités peuvent être saisies. Ce qui nous retient n'est que la limite de notre ambition. À ceux qui disent que c'est impossible, je réponds que nous ne le saurons jamais tant que nous n'aurons pas essayé.

*Muhammadu Buhari est le président de la République fédérale du Nigeria.

Le Commonwealth, Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM), Nigeria, Muhammadu Buhari, Brexit, Boris Johnson

Première agence de presse multimedia spécialisée sur les économies africaines



**Changer
le regard sur
l'Afrique,
c'est notre défi.**

Une double présence en France et en Afrique

Partenaire des plus grands médias panafricains

Un site d'informations économiques en ligne

Une banque d'images

Une banque vidéo

Une double présence en France et en Afrique :

Paris - Tunis - Casablanca - Dakar - Abidjan - Libreville - Douala - Kigali

Muhammadu Buhari

“We can make the Commonwealth a real global power”

Why should our 54 countries not lend weight to each other in international bodies, compounding our influence as the EU does?

What becomes of the Commonwealth should one of its 15 members that is not a republic join those 39 others which are? With Jamaica considering such a move, this question is being asked. But it is misplaced: the modern Commonwealth was constituted in 1949 specifically to accommodate a republic – newly independent India – precisely after such constitutional change.

Still, it is right to debate the Commonwealth’s future. Though perfectly sustainable in its current form, it would be a disservice to its members should current levels of cooperation be the limit of our aspirations.

“We should work closer on defence interoperability and mutual support in the fight against global terrorism – now centred on Africa, and which threatens new waves of refugees into the West”

For a start, we should strive to reduce trade barriers, given the unity nearly all of us hold through the English language, jurisprudence and education systems. We might explore grouping more readily together at intergovernmental forums such as the United Nations to deliver outcomes for one member individually or all collectively. We should





“

“WE SHOULD WORK CLOSER ON DEFENCE INTEROPERABILITY AND MUTUAL SUPPORT IN THE FIGHT AGAINST GLOBAL TERRORISM – NOW CENTRED ON AFRICA, AND WHICH THREATENS NEW WAVES OF REFUGEES INTO THE WEST”

Muhammadu Buhari- President of the Federal Republic of Nigeria- credit photo RR

work closer on defence interoperability and mutual support in the fight against global terrorism – now centred on Africa, and which threatens new waves of refugees into the West.

Some will point to factors such as Commonwealth countries’ membership of regional trade blocs, UN ballots with members voting in opposite ways and a lack of military compatibility as proof that closer cooperation cannot be achieved. It is possible to prove these people wrong – but only if we attempt to do so.

The forthcoming Commonwealth Heads of Government Meeting (CHOGM) this June should be a moment when the potential for our club is reimagined. This bi-annual senior decision-making body is being hosted by Rwanda: a republic no less, and prescient, when the largest contingent of Commonwealth countries is African.

Not far from the official agenda will be the question of how Brexit will continue to affect us all.

Already the U.K. Global Tariff (UKGT) has reduced, removed or simplified tax on thousands of imported goods, which is an important step in reconfiguring Commonwealth trade. When the club’s largest economy was unable to practice the free trade it long preached, others had little incentive to lower barriers. Association within their own trade blocs is not prohibitive. There is still much more that members can do inside their respective frameworks.

“A potential deal with the African Continental Free Trade Area (AfCFTA), set to become the world’s largest free trade area, heralds the greatest opportunity”

A number of the Commonwealth’s African members have now signed product-based trade agreements with the UK. But a potential deal with the African Continental Free Trade Area (AfCFTA), set to become the world’s largest free trade area, heralds the greatest opportunity.

The UK signed the world’s first memorandum of understanding with the nascent bloc last year, with a future deal securing free trade simultaneously with nineteen African Commonwealth members, collectively representing the majority of Africa’s GDP. It would likely presage further agreements between AfCFTA and other members, further



“WE SHOULD WORK CLOSER ON DEFENCE INTEROPERABILITY AND MUTUAL SUPPORT IN THE FIGHT AGAINST GLOBAL TERRORISM – NOW CENTRED ON AFRICA, AND WHICH THREATENS NEW WAVES OF REFUGEES INTO THE WEST”

opening intra-Commonwealth trade.

With trade could come greater defence cooperation. African Commonwealth members are active in many theatres across the continent, whether battling ISIS-affiliated militants across the Sahel region in the West, the Horn of Africa in the East, or Mozambique in the South. Arms and defensive equipment are part of the solution.

There is no reason why one of the world’s foremost military manufacturers should not sell more widely to our association when it is a group of allies. When Britain does not, they must look elsewhere. Today we have a mosaic of incompatible systems. But particularly in Africa, where members find themselves on the same missions, interoperability would make a material impact on the ground.

And in diplomacy, when trade and defence ties are drawn closer, so too do geopolitical interests. The EU’s 27 members tend to have each other’s backs in, for instance, UN votes. Why should the 54 Commonwealth partners not similarly organise, lending weight to each other in such bodies and wielding more influence?

At CHOGM, these new opportunities can be grasped. What holds us back is only the limit of our ambition. For those who say this cannot be done, I say we will never know until we try.

Muhammadu Buhari is President of the Federal Republic of Nigeria

The Commonwealth, Commonwealth Heads of Government Meeting (CHOGM), Nigeria, Muhammadu Buhari , Brexit, Boris Johnson



First multimedia press agency specializing in African economies



Changing
the outlook
on africa is
our challenge.

A dual presence in France and Africa

Partner of the largest pan-African media

An online economic information site

An image bank

An video bank

A dual presence in France and Africa

Paris - Tunis - Casablanca - Dakar - Abidjan - Libreville - Douala - Kigali

CHOGM 2022 en 10 points

Plus haut rassemblement consultatif et décisionnel du Commonwealth, la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM) s'est tenue 24 fois depuis 1971. Que représente aujourd'hui le Commonwealth en termes d'influence, pourquoi le CHOGM 2022 se tient au Rwanda, quels enjeux pour le pays hôte. Tout sur ce RDV en 10 points.



Plus haut rassemblement consultatif et décisionnel du Commonwealth, la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM) s'est tenue 24 fois depuis 1971- Crédit photo Commonwealth- DR

1. Qu'est-ce que le Commonwealth ?

Commonwealth, également appelé Commonwealth of Nations, anciennement (1931-1949) Commonwealth britannique des Nations, est une association libre d'États souverains comprenant le Royaume-Uni et un certain nombre de ses anciennes dépendances qui ont choisi de maintenir des liens d'amitié et de coopération pratique et

qui reconnaissent le monarque britannique comme chef symbolique de leur association.

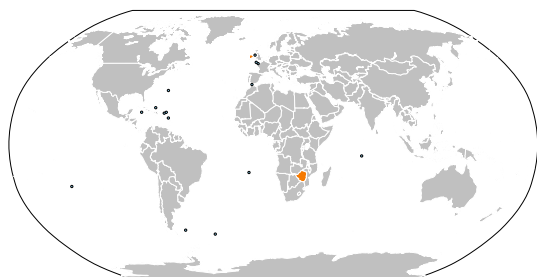
Bien qu'historiquement lié à l'Empire britannique, tout pays peut demander à devenir membre du Commonwealth, indépendamment de son lien avec le passé colonial de la Grande-Bretagne. Le Commonwealth est composé de 54 pays, dont le Royaume-Uni.



Plus haut rassemblement consultatif et décisionnel du Commonwealth, la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM) s'est tenue 24 fois depuis 1971- Crédit photo Commonwealth- DR

2. Qui est à la tête du Commonwealth ?

Le monarque britannique est le chef du Commonwealth. Dans certains pays du Commonwealth, comme le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie, le monarque occupe symboliquement la plus haute fonction en tant que chef d'État.



Le chef du Commonwealth est actuellement la reine Élisabeth II ; la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 2018 a désigné Charles, prince de Galles, comme son successeur désigné, bien que le poste ne soit pas héréditaire.

3. Qui peut devenir membre ?

Pendant une période qui a suivi la promulgation du Statut de Westminster, l'adhésion au Commonwealth était subordonnée à l'allégeance au monarque britannique. Mais la croissance rapide du nationalisme à partir des années 1920 dans les régions de l'empire dont la population était principalement non européenne a nécessité une reconsidération de la nature du Commonwealth. L'Inde, en particulier, avait été un cas particulier au sein de l'Empire britannique et en deviendra le premier pays indépendant. Désormais, tout pays peut rejoindre le Commonwealth moderne à condition d'en adopter les valeurs et principes exprimés dans la Charte du Commonwealth.

4. Structure et activité

Le Commonwealth diffère d'autres organismes internationaux tels que les Nations unies ou l'Organisation mondiale du commerce. Il n'a pas de constitution formelle ni de règlement intérieur.



Les membres n'ont aucune obligation légale ou formelle les uns envers les autres ; ils sont liés par des traditions, des institutions et des expériences communes, ainsi que par des intérêts économiques propres. L'action du Commonwealth repose sur la consultation entre les membres, qui se fait par correspondance et par des conversations lors de réunions. Chaque pays membre envoie un émissaire, appelé haut-commissaire, dans les capitales des autres membres.

Les chefs de gouvernement des États membres constituent la principale composante décisionnelle du Commonwealth. Le titre de chef du Commonwealth, qui appartient historiquement à la Couronne britannique, est largement cérémoniel. La succession à ce poste n'est pas héréditaire et est déterminée par les chefs de gouvernement. Le Secrétariat du Commonwealth, dirigé par un secrétaire général, organise et coordonne les activités du Commonwealth et facilite les relations entre les États membres. Le Secrétariat est responsable devant le Conseil des gouverneurs, composé des hauts-commissaires des États membres auprès du Royaume-Uni. Lors des événements internationaux de haut niveau, le Commonwealth est représenté par le président en exercice, qui change tous les deux ans entre les États membres.

Une réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth a lieu tous les deux ans.

En 2011, à Perth, en Australie, les dirigeants ont chargé le Commonwealth de rédiger une charte ; la charte - qui

consacre des principes fondamentaux tels que la démocratie, les droits de l'homme, la liberté d'expression, le développement durable, l'accès à la santé et à l'éducation, et l'égalité des sexes - a été adoptée à la fin de 2012.

Les États membres n'ont pas d'obligations légales les uns envers les autres mais sont liés par l'utilisation de la langue anglaise et par des liens historiques. La Charte du Commonwealth définit leurs valeurs communes de démocratie, de droits de l'homme et d'État de droit,[9] comme le promeuvent les Jeux quadriennaux du Commonwealth.

5. Quels sont les avantages d'être membre du Commonwealth ?

On peut acquérir la citoyenneté du Commonwealth, avec tous ses avantages, sans avoir à se déraciner et à quitter son pays. La détention d'un passeport du Commonwealth présente de nombreux avantages, dont celui de pouvoir voyager sans visa,

Le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (CFTC) est le principal moyen par lequel le Secrétariat du Commonwealth fournit une aide technique aux pays du Commonwealth. Nous veillons à ce que l'aide que nous offrons soit déterminée par ce dont les pays nous disent avoir besoin.

6. Qu'est-ce que le CHOGM ?

Les dirigeants des pays du Commonwealth se réunissent tous les deux ans pour la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM), le plus haut rassemblement consultatif et décisionnel de l'organisation, accueillie par différents pays membres à tour de rôle. Depuis 1971, 24 réunions au total ont eu lieu, la plus récente ayant eu lieu au Royaume-Uni en 2018. À l'issue de celle-ci les pays membres ont décidé d'organiser la prochaine édition au Rwanda, dernier pays à adhérer au Commonwealth. Il s'agit du premier sommet du Commonwealth à se tenir dans un pays qui n'est pas une ancienne colonie ou le Royaume-Uni lui-même, et la première édition à se tenir sur le continent depuis l'Ouganda en 2007.

Les dirigeants du Commonwealth doivent se réunir pour réaffirmer leurs valeurs communes et convenir d'actions et de politiques visant à améliorer la vie de tous leurs citoyens. Les décisions prises lors de la CHOGM orientent également le programme de travail du Secrétariat du Commonwealth.

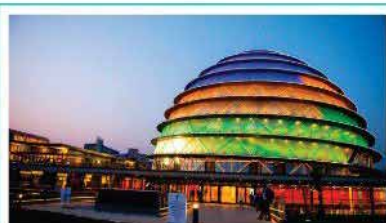
7. Edition 2022 : thème et programme

«Delivering a Common Future : Connecter, Innover, Transformer», c'est le thème du CHOGM 2022. Un thème qui met en évidence, selon les organisateurs, la manière dont les 54 pays membres de la famille du Commonwealth «innovent, se connectent et se transforment» pour aider à atteindre certains de ses plus grands objectifs, comme la protection des ressources naturelles et la stimulation du commerce.

Les délégués seront invités à contribuer à l'élaboration des ordres du jour, à partager leurs idées, à échanger leurs connaissances, à se connecter et à collaborer en vue d'élaborer des stratégies et des cadres pratiques et réalisables qui accéléreront la croissance post-pandémique dans le Commonwealth.

L'ouverture officielle de la CHOGM a lieu le 24 juin et sera une des principales réunions de haut niveau des chefs d'État et de gouvernement, qui se tiendront pour l'essentiel au Kigali Convention Center. Elles sont suivies de quatre Forums, de réunions ministérielles, d'événements parallèles et d'autres activités.

6 VENUES FOR CHOGM 2022 EVENTS



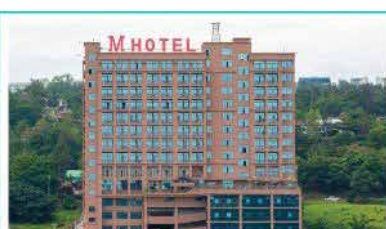
Kigali Convention Center



Intare Conference Arena



Serena Hotel, Kigali



M Hotel, Kigali



Kigali Conference & Exhibition Village



Marriott Hotel, Kigali



@CHOGM2022 | #CHOGM2022

Parmi lesquels le Forum des femmes du Commonwealth qui aura lieu du 20 au 21 juin, à l'hôtel Serena. Son objectif est d'affirmer un soutien de haut niveau et d'orienter les politiques de haut niveau en faveur de l'égalité des sexes et des droits de l'homme. Environ 500 délégués sont attendus à ce forum, plus de 50 chefs de gouvernement

Du 21 au 22 juin, le M-Hotel accueille le Forum des peuples du Commonwealth, qui réunira des représentants de la société civile de tout le Commonwealth pour discuter des principaux problèmes auxquels sont confrontés les populations du Commonwealth.

Du 19 au 21 juin se tiendra le Commonwealth Youth Forum (CYF), réunissant les jeunes des 54 États membres de l'organisation. La réunion prévoit d'utiliser le CYF comme stratégie principale pour l'engagement des jeunes du Commonwealth, qui est le plus haut forum de décision pour les jeunes dans le Commonwealth. Environ 300 délégués, dont deux jeunes délégués officiels de chaque État membre, sont attendus à ce forum où ils échangeront des idées, créeront des réseaux, identifieront et débattront des questions de développement, des défis et des opportunités.

Les délégués s'accorderont également sur des initiatives menées par des jeunes pour atténuer les défis auxquels ils sont confrontés et créer des opportunités pour renforcer le potentiel des jeunes, selon les informations du site web de CHOGM 2022.

Enfin, temps fort de la rencontre, le Commonwealth Business Forum (CBF) Le Village de Conférences et d'Expositions de Kigali (KCEV) Commonwealth Business Forum qui aura lieu du 21 au 23 juin. Il s'agit du premier et du plus grand rassemblement en personne des gouvernements et des entreprises du Commonwealth depuis le début de la pandémie de Covid-19.

Plus de 1 000 délégués sont attendus dans la ville pour le forum organisé dans le cadre d'un partenariat entre le Rwanda et le Commonwealth Enterprise and Investment Council.

8. Pourquoi le Rwanda ?

Les dirigeants du Commonwealth ont choisi le Rwanda comme hôte de leur prochain sommet lorsqu'ils se sont réunis à Londres en 2018.

Une première pour le Rwanda, pays jadis francophone, entré dans le Commonwealth en 2009. L'année précédente,

Kigali avait remplacé le français par l'anglais comme langue d'enseignement obligatoire depuis le niveau primaire, dans toutes les écoles publiques et privées subventionnées du pays. Le Rwanda devient ainsi le deuxième pays à être admis sans aucun lien colonial ou constitutionnel avec le Royaume-Uni.

9. Enjeux pour le Rwanda :

Pour le Rwanda, qui a mobilisé près de 21 millions de dollars pour accueillir cet événement, l'évènement offre une formidable vitrine pour promouvoir le pays, ses opportunités d'affaire mais également sa capacité à accueillir des manifestations internationales, ce qui est au cœur de sa stratégie touristique.

« Le Rwanda est heureux d'accueillir tous les délégués et participants à Kigali pour un CHOGM Rwanda 2022 sûr et productif, a déclaré le président Kagamé. Les deux dernières années nous ont clairement montré que nous sommes plus connectés que jamais et que nous devons travailler ensemble pour obtenir les résultats tangibles et durables que nous souhaitons. La réunion tant attendue sera une occasion importante de se réunir pour relever les défis causés par la pandémie de COVID-19 et de s'appuyer sur des opportunités technologiques et économiques innovantes pour résoudre d'autres problèmes clés auxquels nos citoyens sont confrontés. »

Un sommet du Commonwealth à Kigali permet surtout au président Kagame de promouvoir son pays, mais également et de se positionner au centre des réseaux diplomatiques internationaux.

10. Qui est y participe ?

Le sommet du CHOGM devrait voir le Rwanda accueillir plus de 5000 délégués des 54 pays membres du Commonwealth. Plus de 30 chefs d'État ont confirmé leur présence, des représentants gouvernementaux de haut niveau. Des chefs d'entreprise seront également du RDV, dont plus de 300 de la région est-africaine, notamment à l'occasion du forum business. Ainsi que des universitaires, des partenaires au développement, des membres de la société civile.

Data	<p>54 pays 32 petits États 2,5 milliards de citoyens</p>
Countries	<ul style="list-style-type: none"> ✓ - 54 pays indépendants, tant des économies avancées que des pays en développement ✓ Afrique (19 pays) ✓ Asie (8 pays) ✓ Caraïbes et Amériques (13) ✓ Europe (3) ✓ Pacifique (11) ✓ 32 petits États, dont la population est généralement inférieure à 1,5 million d'habitants ✓ 25 petits États insulaires en développement ✓ La nation de Nauru, dans le Pacifique, est le plus petit pays membre du Commonwealth, avec une population d'environ 10 000 habitants. ✓ L'Inde est le pays membre le plus peuplé, avec plus de 1,4 milliard d'habitants.
Données démographiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ - Population combinée de 2,5 milliards d'habitants ✓ Plus de 60 % de la population est âgée de 29 ans ou moins. ✓ 1 jeune sur 3 âgé de 15 à 29 ans vit dans un pays du Commonwealth (environ 640 millions sur 1,8 milliard)..
Economy	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le PIB combiné des pays du Commonwealth s'élevait à 13,1 trillions de dollars en 2021 et devrait atteindre 19,5 trillions de dollars en 2027, soit un quasi-doublement en dix ans par rapport aux 10,4 trillions de dollars de 2017. ✓ Les coûts bilatéraux pour les partenaires commerciaux des pays du Commonwealth sont en moyenne 19 % moins élevés qu'entre ceux des pays non membres. ✓ La moitié des 20 premières villes émergentes mondiales se trouvent dans le Commonwealth : New Delhi, Mumbai, Nairobi, Kuala Lumpur, Bangalore, Johannesburg, Kolkata, Le Cap, Chennai et Dhaka. ✓ De nombreux petits pays et pays en développement du Commonwealth figurent parmi ceux dont l'empreinte écologique est la plus faible au monde. ✓ Les pays du Commonwealth sont parmi les plus performants dans l'indice Ibrahim de gouvernance africaine et représentent 7 des 10 premières nations. ✓ En Afrique subsaharienne, les pays du Commonwealth représentent 7 des 10 pays les plus performants en matière d'égalité des sexes.
Elections	<p>Le Commonwealth a observé plus de 160 élections dans près de 40 pays depuis 1980.</p>

Rank	Country/Region	GDP (millions of US\$) ^[4]	GDP per capita (US\$) ^[5]
	<i>World</i>	79,865,481 ^[4]	10,728 ^[5]
	<i>Commonwealth of Nations</i>	10,923,071	3,532
1	 India	3,534,743	2,515 ^[6]
2	 United Kingdom	3,376,003 ^[7]	49,761
3	 Canada	1,730,914	45,077
4	 Australia	1,376,255	55,707
5	 Nigeria	446,543	1,994
6	 South Africa	349,299	6,180
7	 Singapore	323,902	57,713
8	 Malaysia	314,497	9,813
9	 Pakistan	303,993	1,541
10	 Bangladesh	261,374	1,602
11	 New Zealand	201,485	41,593
12	 Sri Lanka	87,591	4,085
13	 Kenya	79,511	1,702
14	 Tanzania	51,725	1,034
15	 Ghana	47,032	1,663
16	 Cameroon	34,006	1,401
17	 Uganda	26,349	699
18	 Zambia	25,504	1,480
19	 Papua New Guinea	23,617	2,861
20	 Cyprus	21,310	24,976
21	 Trinidad and Tobago	20,300	15,769
22	 Botswana	16,725	7,877
23	 Jamaica	14,290	5,048
24	 Namibia	12,558	5,413
25	 Mozambique	12,345	429
26	 Mauritius	12,273	9,794
27	 Malta	12,011	27,250
28	 Brunei	11,963	29,712
29	 Bahamas	9,127	31,255
30	 Rwanda	8,918	772
31	 Malawi	6,261	324
—	 Bermuda ^[n 1]	5,601	99,363
32	 Fiji	5,054	5,740

Rank	Country/Region	GDP (millions of US\$) ^[4]	GDP per capita (US\$) ^[5]
34	 Sierra Leone	3,897	491
35	 Eswatini	3,620	3,915
36	 Guyana	3,591	4,710
—	 Cayman Islands^[n 2]	3,480	63,261
37	 Lesotho	2,721	1,425
38	 Belize	1,819	4,806
39	 Saint Lucia	1,717	9,607
40	 Antigua and Barbuda	1,535	16,702
41	 Seychelles	1,479	15,686
42	 Solomon Islands	1,273	2,081
43	 Grenada	1,111	10,360
44	 Gambia	1,038	1,015
45	 Saint Kitts and Nevis	939	16,296
—	 British Virgin Islands^[n 3]	902	31,677
46	 Samoa	844	4,253
47	 Vanuatu	837	3,094
48	 Saint Vincent and the Grenadines	815	7,271
—	 Turks and Caicos Islands^[n 4]	797	26,291
49	 Dominica	608	7,921
50	 Tonga	437	4,177
—	 Anguilla^[n 5]	311	22,861
—	 Cook Islands^[n 6]	311	16,698
51	 Kiribati	186	1,721
52	 Nauru	182 ^[n 7]	8,575
—	 Montserrat^[n 8]	63	12,044
53	 Tuvalu	40	3,638

Les pays membres et la date de leur adhésion

PAYS	DATE	D'ADHÉSION
Royaume-Uni	1931	
Canada	1931	
Australie	1931	
Nouvelle-Zélande	1931	
Afrique du Sud	1931	(left in 1961; rejoined 1994)
Indie	1947	
Pakistan	1947	(left in 1972; rejoined 1989)
Sri Lanka	1948	
Ghana	1957	
Malaysie	1957	
Nigeria	1960	
Chypre	1961	
Sierra Leone	1961	
Tanzanie	1961	
Jamaïque	1962	
Trinidad et Tobago	1962	
Uganda	1962	
Kenya	1963	
Malawi	1964	
Malte	1964	
Zambie	1964	
Gambie	1965	(left in 2013; rejoined 2018)
Singapore	1965	
Guyane	1966	
Botswana	1966	

PAYS	DATE	D'ADHÉSION
Lesotho	1966	
Barbades	1966	
Maurice	1968	
Nauru	1968	(en tant que member spécial; en tant que membre à part entière en 1999)
Swazilan	1968	
Tonga	1970	
Samoa	1970	
Fiji		(quitte l'Organisation en 1987; revient en 1997)
Bangladesh	1972	
Les Bahamas	1973	
Grenade	1974	
Papua New Guinea	1975	
Seychelles	1976	
Solomon Islands	1978	
Tuvalu	1978	(en tant que member spécial; en tant que membre à part entière en 2000)
Dominica	1978	
Kiribati	1979	
Saint Lucia	1979	Saint Vincent and the Grenadines
Vanuatu	1979	(en tant que member spécial; en tant que membre à part entière en 1985)
Belize	1980	
Antigua and Barbuda	1981	
Maldives	1982	(en tant que member spécial; en tant que membre à part entière en 1985; quitte l'organisation en 2016; revient en 2020)
Saint Kitts and Nevis	1983	
Brunei	1984	
Namibia	1990	
Cameroun	1995	
Mozambique	1995	
Rwanda	2009	

CHOGM 2022 in 10 points

The Commonwealth Heads of Government Meeting (CHOGM) is the highest consultative and decision-making meeting of the Commonwealth and has been held 24 times since 1971. What does the Commonwealth represent today in terms of influence, why the CHOGM 2022 is being held in Rwanda, what are the stakes for the host country.



The Commonwealth Heads of Government Meeting (CHOGM) is the highest consultative and decision-making meeting of the Commonwealth and has been held 24 times since 1971- photo credit- RR

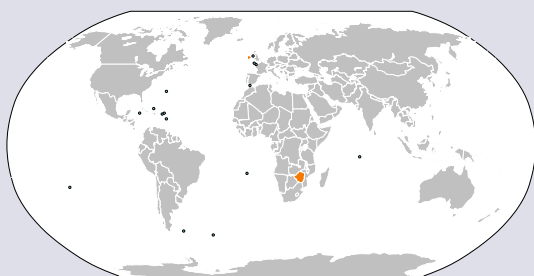


«Delivering a Common Future : Connector, Innovator, Transformer», c'est le thème du CHOGM 2022- crédit photo CHOGM2022-DR

1) What is the Commonwealth?

The Commonwealth, also known as the Commonwealth of Nations, formerly (1931-1949) the British Commonwealth of Nations, is a free association of sovereign states comprising the United Kingdom and a number of its former dependencies who have chosen to maintain ties of friendship and practical cooperation and who acknowledge the British monarch as the symbolic head of their association.

Although historically linked to the British Empire, any country may apply for membership in the Commonwealth, regardless of its connection to Britain's colonial past. The Commonwealth consists of 54 countries, including the United Kingdom.



2) Who is the head of the Commonwealth?

The British monarch is the head of the Commonwealth. In some Commonwealth countries, such as the United Kingdom, Canada and Australia, the monarch symbolically holds the highest office as head of state.

The head of the Commonwealth is currently Queen Elizabeth II; the 2018 Commonwealth Heads of Government Meeting named Charles, Prince of Wales, as her designated successor, although the position is not hereditary.

3. Who can become a member?

For a period following the enactment of the Statute of Westminster, membership in the Commonwealth was conditional on allegiance to the British monarch. But the rapid growth of nationalism from the 1920s onwards in those parts of the empire whose population was predominantly non-European necessitated a reconsideration of the nature of the Commonwealth. India, in par-



CHOGM
RWANDA2022

“It is our diversity that makes the Commonwealth strong. I also believe that it is this diversity which makes the Commonwealth so increasingly relevant in our 21st century world.”

Queen Elizabeth II

[Twitter](#) [Facebook](#) [Instagram](#) [YouTube](#) @CHOGM2022 | #CHOGM2022

ticular, had been a special case within the British Empire and would become its first independent country. Now any country can join the modern Commonwealth provided it adopts the values and principles expressed in the Commonwealth Charter.

4. Structure and activity

The Commonwealth differs from other international bodies such as the United Nations or the World Trade Organization. It has no formal constitution or bylaws. The members have no legal or formal obligation to one another; they are held together by shared traditions, institutions, and experiences as well as by economic self-interest. Commonwealth action is based upon consultation between members, which is conducted through correspondence and through conversations in meetings. Each member country sends an emissary, called a high commissioner, to the capitals of the other members.

A Commonwealth Heads of Government Meeting is held every two years

In 2011, in Perth, Australia, leaders tasked the Commonwealth with drafting a charter; the charter—which enshrined core principles such as democracy, human rights, freedom of expression, sustainable development, access to health and education, and gender equality—was adopted at the close of 2012.

Member states have no legal obligations to one another but are connected through their use of the English language and historical ties. The Commonwealth Charter defines their shared values of democracy, human rights and the rule of law, [9] as promoted by the quadrennial Commonwealth Games.

5. What are the benefits of being a member of the Commonwealth?

One can acquire citizenship of the Commonwealth, with all its benefits, without having to uproot and leave home. Holding a commonwealth passport has many benefits, including visa-free travel.

The Commonwealth Fund for Technical Cooperation (CFTC) is the principal means for the Commonwealth Secretariat to provide technical assistance to Commonwealth countries. We ensure that the assistance we provide is determined by what countries tell us they need.

6. What is the CHOGM?

Leaders of Commonwealth countries meet every two years for the Commonwealth Heads of Government Meeting (CHOGM), the organization's highest advisory and decision-making gathering, hosted by different member countries on a rotating basis. Since 1971, a total of 24 meetings have taken place, with the most recent being in the United Kingdom in 2018. At the end of the meeting, the member countries decided to hold the next edition in Rwanda, the last country to join the Commonwealth. This is the first Commonwealth summit to be held in a country that is not a former colony or the United Kingdom itself, and the first to be held on the continent since Uganda in 2007.

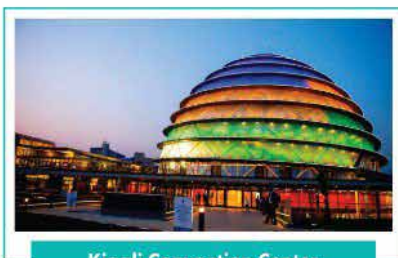
Commonwealth leaders are expected to meet to reaffirm their shared values and agree on actions and policies to improve the lives of all their citizens. Decisions taken at CHOGM also guide the work program of the Commonwealth Secretariat.

7. 2022 edition: theme and program

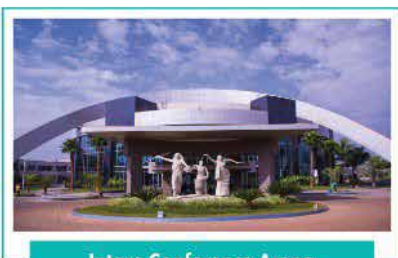
«Delivering a Common Future: Connecting, Innovating, Transforming» is the theme of CHOGM 2022. A theme that organizers say highlights how the 54 member countries of the Commonwealth family are «innovating, connecting and transforming» to help achieve some of its biggest goals, including protecting natural resources and boosting trade.

Delegates will be invited to help shape agendas, share ideas, exchange knowledge, connect and collaborate to develop practical and actionable strategies and frameworks that will accelerate post-pandemic growth in the Commonwealth.

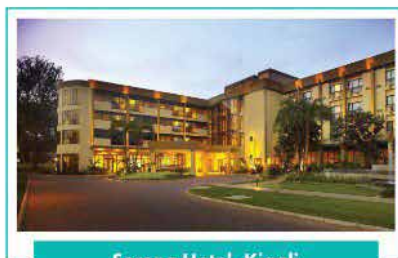
6 VENUES FOR CHOGM 2022 EVENTS



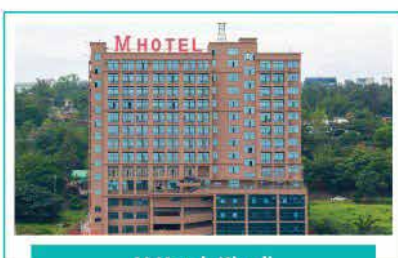
Kigali Convention Center



Intare Conference Arena



Serena Hotel, Kigali



M Hotel, Kigali



Kigali Conference & Exhibition Village



Marriott Hotel, Kigali



@CHOGM2022 | #CHOGM2022

The official opening of CHOGM takes place on June 24 and will be one of the main high-level meetings of Heads of State and Government, most of which will be held at the Kigali Convention Center. They will be followed by four Forums, ministerial meetings, side events and other activities.

Among them is the Commonwealth Women's Forum that will take place from June 20 to 21 at the Serena Hotel. Its purpose is to affirm high-level support and guide high-level policies for gender equality and human rights. Approximately 500 delegates are expected to attend the forum, more than 50 heads of government

The M-Hotel is hosting the Commonwealth People's Forum from June 21 to 22. The forum will bring together representatives of civil society from across the Commonwealth to discuss key issues facing the people of the Commonwealth.

The Commonwealth Youth Forum (CYF) will take place from June 19. It will bring together youth from the 54 member states of the organization. The meeting plans to use the CYF as a key strategy for Commonwealth youth engagement, which is the highest decision-making forum for youth in the Commonwealth. Approximately 300 delegates, including two official youth delegates from each member state, are expected to attend the forum where they will exchange ideas, network, identify and debate development issues, challenges and opportunities.

Delegates will also agree on youth-led initiatives to mitigate the challenges they face and create opportunities to empower youth, according to information on the CHOGM 2022 website.

Finally, the highlight of the meeting will be the Commonwealth Business Forum (CBF) at the Kigali Conference and Exhibition Village (KCEV) which will take place from June 21 to 23. This is the first and largest face-to-face gathering of Commonwealth governments and businesses since the start of the COVID-19 pandemic.

More than 1,000 delegates are expected in the city for the forum organized under a partnership between Rwanda and the Commonwealth Enterprise and Investment Council.

8. Why Rwanda?

Commonwealth leaders selected Rwanda as host for its next summit at a meeting in London in 2018.

This is a first for Rwanda, a formerly French-speaking country that joined the Commonwealth in 2009. The previous year, Kigali replaced French with English as the compulsory language of instruction from the primary level in all public and private subsidized schools in the country. Rwanda thus becomes the second country to be admitted without a British colonial past or constitutional link to Britain.

9. Challenges for Rwanda :

For Rwanda, which has mobilized nearly \$21 million to host the meeting, the event provides a tremendous showcase to promote the country, its business opportunities but also its ability to host international events, which is at the heart of its tourism strategy.

«Rwanda is pleased to welcome all delegates and participants to Kigali for a safe and productive CHOGM Rwanda 2022," said President Kagame. "The last two years have made it clear to us that we are more connected than ever before and we must work together to achieve the tangible and sustainable results we want. The long awaited meeting will be an important occasion to come together to address the challenges caused by the COVID-19 pandemic and to build on innovative technological and economic opportunities to solve other key problems facing our citizens.»

A Commonwealth Summit in Kigali is primarily an opportunity for President Kagame to promote his country, but also to position himself at the centre of international diplomatic networks.

10/Who are the participants ?

The CHOGM summit is expected to see Rwanda host more than 5,000 delegates from the 54 member countries of the Commonwealth. More than 30 heads of state have confirmed their attendance, as well as high-level government representatives. Business leaders will also be present, including more than 300 from the East African region, especially during the business forum. This is besides academics, development partners and members of civil society.

Data	<p>54 countries 32 small states 2.5 billion citizens</p>
Countries	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 54 independent countries, both advanced and developing economies ✓ Africa (19 countries) ✓ Asia (8 countries) ✓ Caribbean and Americas (13) ✓ Europe (3) ✓ Pacific (11) ✓ 32 small states, usually with a population of less than 1.5 million ✓ 25 small island developing states ✓ The Pacific nation of Nauru is the smallest member of the Commonwealth, with a population of about 10,000. ✓ India is the most populous member country, with over 1.4 billion people.
Demographics	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Combined population of 2.5 billion ✓ Over 60% of the population is 29 years old or younger. ✓ 1 in 3 young people aged 15-29 live in a Commonwealth country (about 640 million out of 1.8 billion).
Economy	<ul style="list-style-type: none"> ✓ The combined GDP of Commonwealth countries was \$13.1 trillion in 2021 and is projected to reach \$19.5 trillion in 2027, a near doubling in ten years from \$10.4 trillion in 2017. ✓ Bilateral costs for trading partners in Commonwealth countries are on average 19% lower than between those in non-member countries. - Half of the world's top 20 emerging cities are in the Commonwealth: New Delhi, Mumbai, Nairobi, Kuala Lumpur, Bangalore, Johannesburg, Kolkata, Cape Town, Chennai and Dhaka. ✓ Many small and developing Commonwealth countries have among the smallest ecological footprints in the world. ✓ Commonwealth countries are among the top performers in the Ibrahim Index of African Governance and represent 7 of the top 10 nations. ✓ In sub-Saharan Africa, Commonwealth countries represent 7 of the top 10 countries in terms of gender equality.
Elections	<p>The Commonwealth has observed over 160 elections in nearly 40 countries since 1980.</p>

Rank	Country/Region	GDP (millions of US\$) ^[4]	GDP per capita (US\$) ^[5]
	<i>World</i>	79,865,481 ^[4]	10,728 ^[5]
	<i>Commonwealth of Nations</i>	10,923,071	3,532
1	 India	3,534,743	2,515 ^[6]
2	 United Kingdom	3,376,003 ^[7]	49,761
3	 Canada	1,730,914	45,077
4	 Australia	1,376,255	55,707
5	 Nigeria	446,543	1,994
6	 South Africa	349,299	6,180
7	 Singapore	323,902	57,713
8	 Malaysia	314,497	9,813
9	 Pakistan	303,993	1,541
10	 Bangladesh	261,374	1,602
11	 New Zealand	201,485	41,593
12	 Sri Lanka	87,591	4,085
13	 Kenya	79,511	1,702
14	 Tanzania	51,725	1,034
15	 Ghana	47,032	1,663
16	 Cameroon	34,006	1,401
17	 Uganda	26,349	699
18	 Zambia	25,504	1,480
19	 Papua New Guinea	23,617	2,861
20	 Cyprus	21,310	24,976
21	 Trinidad and Tobago	20,300	15,769
22	 Botswana	16,725	7,877
23	 Jamaica	14,290	5,048
24	 Namibia	12,558	5,413
25	 Mozambique	12,345	429
26	 Mauritius	12,273	9,794
27	 Malta	12,011	27,250
28	 Brunei	11,963	29,712
29	 Bahamas	9,127	31,255
30	 Rwanda	8,918	772
31	 Malawi	6,261	324
—	 Bermuda ^[n 1]	5,601	99,363
32	 Fiji	5,054	5,740

Rank	Country/Region	GDP (millions of US\$) ^[4]	GDP per capita (US\$) ^[5]
34	 Sierra Leone	3,897	491
35	 Eswatini	3,620	3,915
36	 Guyana	3,591	4,710
—	 Cayman Islands^[n 2]	3,480	63,261
37	 Lesotho	2,721	1,425
38	 Belize	1,819	4,806
39	 Saint Lucia	1,717	9,607
40	 Antigua and Barbuda	1,535	16,702
41	 Seychelles	1,479	15,686
42	 Solomon Islands	1,273	2,081
43	 Grenada	1,111	10,360
44	 Gambia	1,038	1,015
45	 Saint Kitts and Nevis	939	16,296
—	 British Virgin Islands^[n 3]	902	31,677
46	 Samoa	844	4,253
47	 Vanuatu	837	3,094
48	 Saint Vincent and the Grenadines	815	7,271
—	 Turks and Caicos Islands^[n 4]	797	26,291
49	 Dominica	608	7,921
50	 Tonga	437	4,177
—	 Anguilla^[n 5]	311	22,861
—	 Cook Islands^[n 6]	311	16,698
51	 Kiribati	186	1,721
52	 Nauru	182 ^[n 7]	8,575
—	 Montserrat^[n 8]	63	12,044
53	 Tuvalu	40	3,638

Member countries and date of joining

COUNTRY	DATE	MEMBERSHIP
Royaume-Uni	1931	
Canada	1931	
Australie	1931	
Nouvelle-Zélande	1931	
Afrique du Sud	1931 (left in 1961; rejoined 1994)	
Indie	1947	
Pakistan	1947 (left in 1972; rejoined 1989)	
Sri Lanka	1948	
Ghana	1957	
Malaysie	1957	
Nigeria	1960	
Chypre	1961	
Sierra Leone	1961	
Tanzanie	1961	
Jamaïque	1962	
Trinidad et Tobago	1962	
Uganda	1962	
Kenya	1963	
Malawi	1964	
Malte	1964	
Zambie	1964	
Gambie	1965 (left in 2013; rejoined 2018)	
Singapore	1965	
Guyane	1966	
Botswana	1966	

COUNTRY	DATE	MEMBERSHIP
Lesotho	1966	
Barbades	1966	
Maurice	1968	
Nauru	1968	(en tant que member spécial; en tant que membre à part entière en 1999)
Swazilan	1968	
Tonga	1970	
Samoa	1970	
Fiji		(quitte l'Organisation en 1987; revient en 1997)
Bangladesh	1972	
Les Bahamas	1973	
Grenade	1974	
Papua New Guinea	1975	
Seychelles	1976	
Solomon Islands	1978	
Tuvalu	1978	(en tant que member spécial; en tant que membre à part entière en 2000)
Dominica	1978	
Kiribati	1979	
Saint Lucia	1979	Saint Vincent and the Grenadines
Vanuatu	1979	(en tant que member spécial; en tant que membre à part entière en 1985)
Belize	1980	
Antigua and Barbuda	1981	
Maldives	1982	(en tant que member spécial; en tant que membre à part entière en 1985; quitte l'organisation en 2016; revient en 2020)
Saint Kitts and Nevis	1983	
Brunei	1984	
Namibia	1990	
Cameroun	1995	
Mozambique	1995	
Rwanda	2009	



Royaume-Uni post-Brexit : (re)connecter avec l'Afrique

À l'approche du Brexit, les tendances et les prévisions suggèrent que les pays membres du Commonwealth devraient prendre le relais et devenir les principaux partenaires commerciaux de la Grande-Bretagne après sa sortie de l'Union européenne.

Par le groupe Morgan Philips

Dix-neuf des cinquante-trois États membres du Commonwealth sont situés sur le continent africain. Aujourd'hui, le Commonwealth est toujours pertinent pour l'Afrique. Entre investissements et développement, l'organisation est un partenaire important des États membres africains, notamment en Afrique du Sud et au Nigeria. Faire partie du Commonwealth offre des avantages majeurs en matière de commerce et d'investissement à ses membres et leur donne un meilleur accès à l'éducation et aux opportunités commerciales. Le Commonwealth peut également fournir une assistance économique, administrative et humanitaire depuis son secrétariat aux États qui en ont besoin.

Partageant des relations fortes avec l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Kenya, le Royaume-Uni multiplie les contrats et les accords commerciaux. Le Nigeria pourrait même apparaître comme un allié majeur post-Brexit : aujourd'hui, les relations commerciales entre Abuja et Londres sont parmi les plus importantes. Le Nigeria possède la plus grande économie du continent et se classe cinquième parmi les économies les plus fortes du Com-

monwealth. Les échanges entre le Nigeria et l'Afrique du Sud représentent environ 70 % du commerce africain du Commonwealth. L'année dernière, Penny Mor-daunt, ancienne secrétaire d'État au développement international du Royaume-Uni, et aujourd'hui secrétaire d'État à la défense, a déclaré qu'elle souhaitait voir les relations entre le Nigeria et le Royaume-Uni «évoluer vers un commerce et des investissements plus importants» : «Nous voulons passer d'une relation basée sur l'aide à une relation de prospérité économique et de commerce». Le gouvernement britannique travaille dur pour soutenir cette augmentation des échanges et des investissements.

«Je veux m'assurer que la relation du Royaume-Uni avec l'Afrique est de plus en plus axée sur l'investissement privé, sur le fait de faire des affaires et de tirer le meilleur parti des opportunités commerciales ensemble. Ici comme ailleurs sur le continent, nous utilisons notre âge et notre partenariat d'investissement pour sortir les pays de la pauvreté, répandre la stabilité et créer des emplois et de la prospérité pour l'avenir». Pour Theresa

May, le marché kenyan offre de nombreuses opportunités pour le Royaume-Uni. L'exploitation pétrolière est un secteur majeur dans les relations commerciales entre Londres et Nairobi. En juin dernier, le Kenya s'est associé à Total, Tullow Oil et Africa Oil Corp pour développer le champ de Lokichar, situé dans le nord-ouest du pays, dont la capacité pourrait atteindre 60 000 à 80 000 barils par jour. Découvert par les groupes Tullow Oil et Africa Oil en 2012, ce champ pétrolier aurait un potentiel estimé à 560 millions de barils. L'extraction devrait commencer dès 2022 et le groupe britannique a annoncé que la production brute journalière sera de 60 000 à 100 000 barils. Tullow Oil détient le record de la plus importante découverte de ressources pétrolières dans la région d'Afrique de l'Est. Présente au Kenya depuis 2012, l'entreprise britannique multiplie les explorations et les investissements.

«D'ici 2022, je veux que le Royaume-Uni devienne le premier investisseur en Afrique parmi les pays du G7. Je veux que les entreprises du secteur privé britannique prennent les devants en investissant les milliards qui permettront aux économies africaines de croître par milliards. Nous avons les outils pour le faire». Lors de ses visites officielles en Afrique du Sud, au Kenya et au Nigeria en 2018, l'ancienne Première ministre Theresa May a clairement annoncé son ambition de faire du Royaume-Uni le premier investisseur parmi les pays du G7 en Afrique d'ici 2022. La Grande-Bretagne pourrait alors devenir le premier fournisseur d'investissements directs étrangers en Afrique, dépassant les États-Unis, actuellement en tête (55 milliards de dollars (Royaume-Uni) contre 57 milliards de dollars (États-Unis) en 2016, selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2018 de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui a recensé

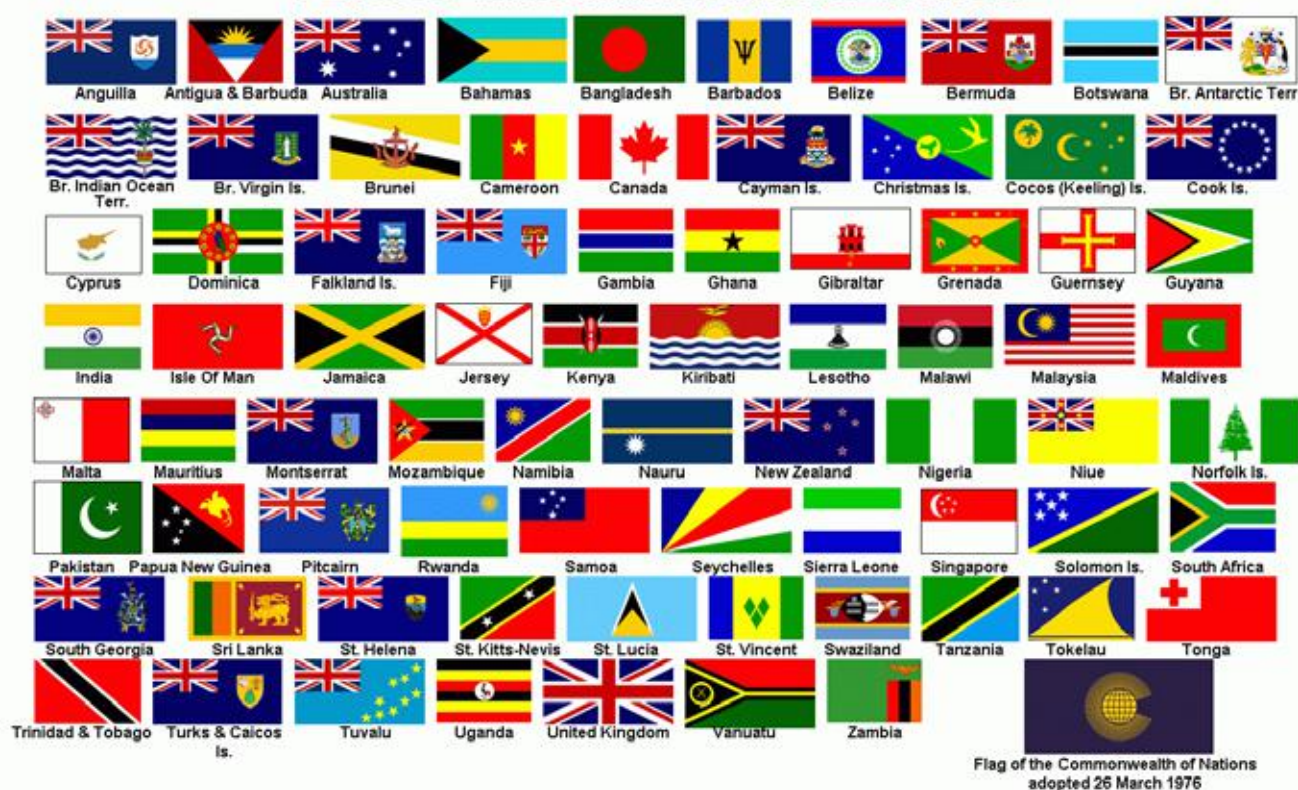
les principaux investisseurs sur le continent africain). La stratégie du Royaume-Uni pour l'Afrique repose sur le développement des échanges commerciaux : entre 2011 et 2016, Londres a augmenté ses investissements en Afrique de plus d'un milliard, tandis que les investissements américains sont restés stables et que les investissements français, troisième au classement des principaux investissements, sont passés de 52 à 49 milliards de dollars.

«Je veux des économies africaines fortes avec lesquelles les entreprises britanniques peuvent faire des affaires librement et équitablement». Theresa May a promis d'investir 4 milliards de livres sterling pour créer des emplois pour la jeunesse africaine. Grâce à ses investissements, Londres espère que le secteur privé se développera en Afrique. Depuis de nombreuses années, des entreprises britanniques sont présentes en Afrique (Anglo American, Standard Chartered Bank, GlaxoSmithKline,...). Le gouvernement britannique affirme que ces présences sont bénéfiques pour l'Afrique : en générant des profits, ces grandes entreprises ont un impact positif sur les États et les régions dans lesquels elles opèrent.

Pour garantir le succès des investissements, la Grande-Bretagne doit créer des partenariats innovants, disposer de capacités opérationnelles et être en mesure d'atténuer les risques potentiels. La Reine Elizabeth espère que le Commonwealth pourra continuer à assurer la continuité de sa politique et la stabilité pour les générations futures. Grâce à ses matières premières

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)

FLAGS OF THE COMMONWEALTH OF NATIONS



UK post-Brexit : (re)connecting with Africa



As Brexit approaches, trends and forecasts suggest that Commonwealth member countries should take over and become Britain's main trading partners after its exit from the European Union.

By Morgan Philips Group

Nineteen of the fifty-three Commonwealth Member States are located on the African continent. Today, the Commonwealth is still relevant for Africa. Between investment and development, the organization is an important partner of African member states, particularly in South Africa and Nigeria. Being part of The Commonwealth offers major advantages in trade and investment to its members and provides better access in education and business opportunities. The Commonwealth can also give economic, administrative and humanitarian assistance from its Secretariat to States in need of it.

Sharing strong relations with South Africa, Nigeria and Kenya, the United Kingdom is multiplying contracts and trade agreements. Nigeria could even appear as a major post-Brexit ally : today, trade relations between Abuja and London are among the most important ones. Nigeria has the largest economy on the continent and ranks fifth among the strongest economies in the Com-

monwealth. Nigeria and South Africa's trade accounts for about 70% of the Commonwealth's African trade. Last year, Penny Mordaunt, former Secretary of State for International Development of the UK, and now Secretary of State for Defense, said that she wanted to see Nigeria's relationship with the UK "move towards greater trade and investment" : "We want to move from a relationship based on aid to one of economic prosperity and trade". The UK government works hard to support this increased trade and investment.

"I want to ensure that the UK's relationship to Africa is more and more about private investment, about doing business and making the most of commercial opportunities together. Here as elsewhere in the continent, we're using our age and our investment partnership to lift countries out of poverty, spread stability and create jobs and prosperity for the future". For Theresa May, the Kenyan market offers many opportunities for the UK. Oil exploitation is a major sector in the commercial

relations between London and Nairobi. Last June, Kenya joined forces with Total, Tullow Oil and Africa Oil Corp to develop the Lokichar field, located in the northwestern part of the country, with a capacity of up to 60,000 to 80,000 barrels per day. Discovered by the Tullow Oil and Africa Oil groups in 2012, this oil field would have an estimated potential of 560 million barrels. Extraction is expected to begin as early as 2022 and the British group has announced that gross daily production will be 60,000 to 100,000 barrels. Tullow Oil holds the record for the most significant discovery of oil resources in the East African region. Present in Kenya since 2012, the British company is increasing exploration and investment.

“By 2022, I want the United Kingdom to become the largest investor in Africa among the G7 countries. I want British private sector companies to take the lead by investing the billions that will enable African economies to grow by billions. We have the tools to do it”. During her official visits to South Africa, Kenya and Nigeria in 2018, former Prime Minister Theresa May clearly announced her ambition to make the United Kingdom the leading investor among the G7 countries in Africa by 2022. Britain could then become the largest provider of foreign direct investment in Africa, surpassing the United States, currently leading the way (\$55 billion (UK) compared to \$57 billion (US) in 2016, according to the 2018 World Investment Report by the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), which identified the main investors on the African continent). The UK’s strategy for Africa is based on expanding trade : between 2011 and 2016, London increased its investment in Africa by more than a billion, while the United States investment remained stable and French investment, ranked third in the ranking of major investments, went from \$52 billion to \$49 billion.

“I want strong African economies with which British companies can do business freely and fairly”. Theresa May promised to invest £4 billion to create jobs for Africa’s youth. Through its investments, London hopes that the private sector will grow in Africa. For many years, British companies have been present in Africa (Anglo American, Standard Chartered Bank, GlaxoSmithKline,...). The British government claims that these presences are beneficial for Africa : by generating profits, these large companies make a positive impact on the States and regions in which they operate.

To ensure the success of investments, Britain needs to create innovative partnerships, have operational capacity and be able to mitigate potential risks. Queen Elizabeth hopes that the Commonwealth can continue to provide continuity of its policy and stability for future generations. Thanks to its raw materials, sustained growth rates and a potential market of 1.2 billion potential consumers, Africa attracts investors. With Brexit, Britain hopes that its Commonwealth partners will help to increase its trade and especially African member countries as the African economy is expanding and developing rapidly, creating new opportunities for London, which sees it as an opportunity to increase its trades and investments.

Sources:

Picture : “Britain Will Not Support Zimbabwe’s Application To Rejoin The Commonwealth – UK Minister For Africa”, Pindula News, 05/02/2019, available on : <https://news.pindula.co.zw/2019/02/05/britian-will-not-support-zimbabwes-application-to-rejoin-the-commonwealth-uk-minister-for-africa/>

“Investing in Africa: The UK announces its ambition to become the leading G7 investor in Africa”, Charlie Hare, 31/08/2018, Business Fights Poverty, available on : <https://businessfightspoverty.org/articles/investing-in-africa-the-uk-announces-its-ambition-to-become-the-leading-g7-investor-in-africa/>

“Nigeria-UK relationship should focus more on trade, says minister”, Emmanuel Akinwotu, The Guardian, 21/07/2018, available on : <https://www.theguardian.com/global-development/2018/jul/21/nigeria-uk-relationship-should-focus-more-on-trade-says-minister>

“Pétrole : le Kenya s’allie à Total, Tullow et Africa Oil Corp pour l’exploitation du gisement de Lokichar”, Maimouna Dia, La Tribune Afrique, 26/06/2019, available on : <https://afrique.latribune.fr/afrique-de-l-est/kenya/2019-06-26/petrole-le-kenya-s-allie-a-total-tullow-et-africa-oil-corp-pour-l-exploitation-du-gisement-de-lokichar-821705.html>

“The Commonwealth : Still relevant for Africa today ?”, Benita van Eyssen, DW Africa, 20/04/2018, available on : <https://www.dw.com/en/the-commonwealth-still-relevant-for-africa-today/a-43474891-0>

“Theresa May veut faire du Royaume-Uni « le premier investisseur des pays du G7 en Afrique »”, Jeune Afrique avec AFP, 28/09/2018, available on : <https://www.jeuneafrique.com/620568/economie/theresa-may-veut-faire-du-royaume-uni-le-premier-investisseur-des-pays-du-g7-en-afrique/>



«Un immense potentiel» pour accroître le commerce intra-Commonwealth»

Des décideurs politiques et des représentants de petites et moyennes entreprises (PME) de plus de 20 pays du Commonwealth se sont réunis à Nairobi, alors que le commerce entre les États membres poursuit sa trajectoire ascendante.



Patricia Scotland, Secrétaire générale du Commonwealth—credit photo Commonwealth-DR

Le deuxième Sommet du commerce intra-Commonwealth pour les PME (ICSA) offre aux entreprises une plate-forme pour présenter leurs produits et services et établir des contacts avec des dirigeants des secteurs privé et public afin de nouer de nouvelles relations commerciales et de positionner leurs entreprises comme des partenaires crédibles.

Accueilli par le ministère kenyan de l'industrie, du commerce et des coopératives, le sommet réunit des décideurs de haut niveau des ministères du commerce et de l'industrie de l'ensemble du Commonwealth afin d'échanger des informations sur leurs projets visant à promouvoir le commerce international, à renforcer les PME et à les relier à l'économie mondiale.

Peter Munya, secrétaire ministériel, a remercié le Commonwealth d'avoir facilité ce rassemblement de haut niveau au Kenya.

« Aujourd'hui, le commerce intra-Commonwealth représente près de 20 % du commerce global total du Commonwealth »

Dans un discours-programme prononcé lors du sommet, la secrétaire générale Patricia Scotland a déclaré : «Nos dernières données montrent que le commerce de marchandises seul a augmenté d'environ 40 milliards de dollars en 2017.

«Aujourd'hui, le commerce intra-Commonwealth représente près de 20 % du commerce global total du Com-

monwealth. Et il existe un immense potentiel pour que le commerce au sein du Commonwealth augmente encore davantage.»

« La zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAF) offre aux membres africains du Commonwealth une occasion prometteuse de développer leurs échanges et leurs investissements »

Parmi les points les plus urgents à l'ordre du jour du sommet figurent la facilitation de l'accès des PME au financement et l'amélioration de l'accès au marché numérique.

Le secrétaire général a ajouté : «L'accès au financement du commerce figure en bonne place parmi les contraintes auxquelles sont confrontées les PME, en particulier celles des petits États.

«Plusieurs pays membres du Commonwealth, tant développés qu'en développement, sont des pionniers et des innovateurs dans l'espace numérique. En matière de fintech, certains de nos membres d'Afrique subsaharienne sont déjà des leaders mondiaux. Étant à Nairobi, je rends hommage au système M-Pesa du Kenya, qui a mené le phénomène de l'argent mobile au point de devenir une référence mondiale».



« AUJOURD'HUI, LE COMMERCE INTRA-COMMONWEALTH REPRÉSENTE PRÈS DE 20 % DU COMMERCE GLOBAL TOTAL DU COMMONWEALTH »

Le sommet facilitera également les rencontres entre acheteurs et vendeurs pour discuter du commerce et des coentreprises dans sept secteurs qui ont été identifiés par l'ICSA pour la promotion du commerce et des investissements. Il s'agit du textile et de l'habillement, des pierres précieuses et des bijoux, du cuir et des produits en cuir, des produits agroalimentaires, de l'industrie légère, de l'emballage, des technologies de l'information et de la communication, de la santé et des équipements médicaux.

La secrétaire générale a déclaré que le sommet se tenait à un moment opportun avec l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), qui, selon elle, offre aux membres africains du Commonwealth une occasion prometteuse de développer leurs échanges et leurs investissements.

Les PME sont à l'origine de plus de 80 % des emplois en Afrique et de 50 % de son PIB.



ANA kids



Abonne-toi

«Immense potential’ to grow intra-Commonwealth trade»

Policy makers and representatives of small and medium-sized enterprises (SMEs) from more than 20 Commonwealth countries had meet in Nairobi, as trade between member states continues its upward trajectory.



:Commonwealth Secretary-General Patricia Scotland – photo credit Commonwealth-RR

The second Intra-Commonwealth SME Trade Summit (ICSA) provides a platform for businesses to showcase their products and services and network with private and public sector leaders to forge new business relationships, as well as position their firms as credible partners.

Hosted by Kenya’s Ministry of Industry, Trade and Cooperatives, the summit is bringing together high-level policy-makers from ministries of trade and industry across the Commonwealth to exchange information about their schemes for promoting international trade, strengthening SMEs and linking them to the global economy.

Peter Munya, ministry cabinet secretary thanked the Commonwealth for facilitating the high level gathering in Kenya.

“Today, intra-Commonwealth trade amounts to almost 20 per cent of the total global trade of the Commonwealth”

In a keynote address to the summit, Secretary-General Patricia Scotland said: “Our latest data shows trade in goods alone has increased by about \$40 billion in 2017.

“Today, intra-Commonwealth trade amounts to almost

20 per cent of the total global trade of the Commonwealth. And there is immense potential for trade within the Commonwealth to grow yet more.”

“The African Continental Free Trade Area (AFCFTA) coming into force which she said provides a promising opportunity for Commonwealth African members to grow their trade and investment”

Among the most pressing items on the summit’s agenda are making it easier for SME’s to obtain finance and improving access to the digital marketplace.

The Secretary-General added: “Access to trade finance is high among the constraints faced by SMEs - especially those in small states.

“Several Commonwealth member countries, both developed and developing, are pioneers and innovators in the digital space. When it comes to fintech, some of our Sub-Saharan African members are already global leaders. Being in Nairobi, I pay tribute to Kenya’s M-Pesa system, which has led the mobile money phenomenon to the point of becoming a global benchmark.”.

The summit will also facilitate meetings between buyers and sellers to discuss trade and joint ventures in seven sectors which have been identified by ICSA for trade and investment promotion. These are: textiles and clothing, gems and jewellery, leather and leather products, agro-processed products, light manufacturing, packaging, information and communication technology, E Health and Medical Equipment.

The Secretary-General said the summit is taking place at an opportune moment with the African Continental Free Trade Area (AFCFTA) coming into force which she said provides a promising opportunity for Commonwealth African members to grow their trade and investment.

SMEs are responsible for more than 80 per cent of Africa’s employment and 50 per cent of its GDP.

“

TODAY, INTRA-COMMONWEALTH TRADE AMOUNTS TO ALMOST 20 PER CENT OF THE TOTAL GLOBAL TRADE OF THE COMMONWEALTH”

”



ANA kids



subscribe

www.anakids.net

ANA MAG

AFRICA NEWS AGENCY

